

• revue bimestrielle  
d'information  
et d'analyse

# politikā

novembre  
décembre  
2016

#03



laïcité de l'État | page 10

La croix  
et la bananière



industrialisation | page 28

L'échec  
de l'Afrique ?

dossier | page 33

*énergie*

ET LA

LUMIÈRE FUIT

Corruption, malversations, contrats opaques, mauvaise gouvernance, délestages... Grand dossier sur les maux de la Jirama

*Ceci n'est pas une  
vision politique.*



Le YLTP est un programme de leadership. Mais le YLTP est surtout un processus d'apprentissage de nouvelles pratiques politiques et de gouvernance. Ainsi, les formations en développement personnel occupent une place importante dans le YLTP. Le YLTP traite aussi de thèmes socio-culturels, politiques et économiques.



**Tanora mivoy kolontsaina vao**  
Nouvelles générations porteuses  
de nouvelles pratiques et cultures politiques

## POURQUOI DEVENIR YLTP IENNE/IEN?

Pour toi qui est engagé dans la politique et/ou dans la vie sociale, c'est une occasion unique d'apprendre et d'utiliser les outils de développement personnel du leader afin de changer et redéfinir les cultures et pratiques politiques de ton pays.

## LES ACTIVITES

Conférences, visites, rencontres avec des personnalités malgaches et étrangères, voyages d'études, exercices de simulation et de jeux de rôle, projection de film, travail en groupe et avec pair de soutien, documentation sur internet...

## RESULTATS ATTENDUS

- Découvrir les concepts politiques et leurs implications dans le rôle de leader
- Se situer par rapport aux mécanismes politiques nationaux et internationaux
- Développer la culture démocratique dans son leadership
- Réaliser une vision personnelle améliorant les structures et les comportements
- Utiliser les techniques et outils de leadership et de communication politique

## BENEFICIAIRES



Jeunes femmes et hommes  
entre 23 et 35 ans



Ayant un niveau d'études : Baccalauréat  
+ 2 années d'études supérieures



Parlant aisément le malagasy,  
le français et l'anglais



Engagé(e) dans la vie sociale et/ou  
politique

## DUREE ET FREQUENCE DES SESSIONS

3 à 5 jours par mois pendant 9 mois en  
système résidentiel, de mars à novembre.



## sommaire

---

### polis

- 8 **relations internationales.** Recentrer la diplomatie malgache en Afrique
- 10 **laïcité de l'État.** La croix et la bananière
- 14 **Fela Mijoro Razafinjato.** Toujours debout
- 16 **île Maurice.** La population comme socle
- 18 **industrialisation.** L'échec de l'Afrique?

### focus

- 22 **banque de développement.** Un avenir encore incertain
- 26 **forum industriel.** Un challenge pour la relance de l'industrie
- 28 **consolidation de la Paix.** La paix, un préalable au développement
- 32 **énergie.** La Jirama broie du noir

### actuel

- 40 **citoyenneté et culture.** Chanter rime avec s'engager
- 42 **les citoyens de demain.** Les défis du système éducatif malgache
- 44 **blog.** Pays cherche cours de culture générale
- 45 **à la page.**

## prélude

**T**ahina Randriarimanana a remporté le prix Anzisha Prize primant les jeunes entrepreneurs du continent africain. C'est une bonne nouvelle dans le marasme sociétal actuel. Malgré les festivités annoncées pour la réception de deux sommets internationaux, censés être une célébration de la beauté de Madagascar, l'ambiance est plutôt morose. L'atmosphère est plombée par les délestages, l'inflation galopante, l'insécurité, les répressions habituelles des forces de l'ordre... Le couronnement du jeune Tahina Randriarimanana est assurément une bouffée d'air frais dans ce bourbier d'actualités maussades. C'est une lumière dans l'obscurité – nourrie par les soubresauts de la Jirama (lisez notre grand dossier) – qui ankylose le pays. L'histoire de Tahina ressemble à ces «*comptes*» de fée qui parsèment ponctuellement le monde des affaires local. C'est surtout une saine émulation pour la jeunesse malgache qui est plus habituée aux succès liés à l'enrichissement rapide et durable. Les modèles

«*positifs*» existants dans la société sont peu nombreux. Si bien que l'on caresse l'espoir d'intégrer un certain ministère sis à Antananarivo, parce que son voisin qui y travaille a acquis en quelques mois un gros 4x4; l'on se met à rêver de devenir conseiller d'un ministre pour multiplier les passe-droits qui font gagner des millions; ou encore, l'on pense à faire de la politique pour en obtenir ultérieurement les prébendes juteuses au détriment d'une quelconque idéologie. Même si les voies de l'entrepreneuriat sont impénétrables, le lauréat du prix Anzisha a démontré que c'est un chemin à suivre. C'est souvent un gros chantier professionnel et personnel, on y laisse des plumes, mais il faut suer sang et eau pour sortir des sentiers battus. Que l'on appelle cela de l'entrepreneuriat – modèle réfuté par une tribune publiée dans le journal *Le Monde* – du dévouement ou simplement de la volonté de s'en sortir, ce désir d'aller de l'avant est une énergie formidable qu'il faut entretenir, ensemble, pour que les Tahina soient nombreux dans les années à venir. **P**

### Chantiers battus



 Andriamanambe RAOTO

# contributeurs



## Mihanta RAMANANTSOA

Docteur en Pharmacie diplômée en Phytothérapie et Aromathérapie, Mihanta Ramanantsoa a un parcours atypique totalement assumé. Diplômée de la 12<sup>e</sup> promotion du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS), elle prépare un Master of Art in Diplomacy avec un mémoire sur le thème *Vers un recentrage de la diplomatie malgache en Afrique*. Elle en développe les prémices dans ce numéro.



## Elodie TROJANOWSKI

Titulaire d'un master en journalisme obtenu à l'université Louvain-La-Neuve, Elodie Trojanowski est également diplômée en Finances de l'École de management de Strasbourg. Dans ce numéro de Politikā, elle s'est intéressée particulièrement au rôle de levier de développement que devrait jouer le *private equity* (capital-investissement) dans le secteur privé malgache. L'auteur de l'article a passé quelques mois dans la Grande île.

## Tantely RAKOTOMALALA

Spécialiste en communication stratégique, elle a débuté sa carrière dans le marketing et publicité en 2007 et enchaîné différents postes en communication institutionnelle et gestion de crise. Très attachée à la création de valeur par l'innovation et à l'initiative entrepreneuriale, elle crée l'agence Becom en 2013 et accompagne plusieurs entreprises et institutions dans l'optimisation de leurs communications commerciale, institutionnelle et politique.



## Mandaniarivo RABEKOTO

Stagiaire au sein du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Mandaniarivo Rabekoto a pu approcher de très près les problématiques liées à la consolidation de la paix à Madagascar. Dans ce numéro de Politikā, elle nous livre un chronique sur les rôles que devraient jouer les jeunes dans la construction d'une paix durable et dans le développement du pays.



## Catmouse JAMES

De son vrai nom Dinah Rajemison, Catmouse James est une illustratrice. Elle a suivi un cursus en Marketing et Stratégie avant de s'intéresser à la communication visuelle. Graphiste storyboarder pour une agence de communication, elle a décidé de voler de ses propres ailes en tant que *freelance* par la suite, tout en continuant ses projets personnels. Elle a réalisé diverses illustrations pour des magazines comme Politikā.



## Masimba TAFIRENYIKA

Rédacteur en chef du magazine de référence africain *Afrique Renouveau*, Masimba Tafirenyika travaille aujourd'hui au siège des Nations unies, à New-York. Il y a écumé les services liés à la communication depuis près de 20 ans. Il est diplômé de la Columbia University - School of International and Public Affairs ainsi que de l'Université de Zimbabwe.

## FDJ



Une nouvelle cuvée de journalistes a grossi les rangs des professionnels des médias formés par la FES à travers le programme Formation de Jeunes Journalistes (FDJ). Les 14 participants ont officiellement terminé leur formation le 8 septembre. Le premier prix d'investigation sur « *La mauvaise gestion des recettes des marchés publics dans la commune urbaine de Mahajanga* » a été décerné à Judith Rachèle Rakotovo, journaliste de la RTA Mahajanga. Elle est a bénéficié d'un stage d'une semaine à Radio Plus de Maurice. Les journalistes exerçant dans toutes les régions de Madagascar peuvent se porter candidat(e)s. Le contenu des sessions de la FDJ, axé autour de quatre thématiques, est défini en fonction du contexte national et international.

## ADP

### De nouveaux académiciens des partis

6 jeunes, femmes et hommes de 25 à 38 ans, issus de 15 partis politiques de différentes tendances, ont terminé leur formation au sein du programme Académie des Partis de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) cette année. L'élaboration de projets de société, de programmes ainsi que de politiques publiques ont été les piliers de cette formation. Les académiciens ambitionnent également de rompre avec les anciennes pratiques de gouvernance.

## vie de parti

### Hajo Andrianainarivelo s'oppose

Le parti Malagasy Miara-Miainga (MMM) de Hajo Andrianainarivelo se positionne en tant qu'opposition. C'est ce qui est ressorti du congrès du parti. Le MMM possède dans ses rangs 14 députés.

## VERBATIM



« Une justice véritable implique avant tout la crédibilité de l'appareil judiciaire. »

Olivier MAHAFALY  
Premier ministre

## Comesa

### Un sommet à enjeux

Le 19<sup>e</sup> sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) a eu lieu dans la capitale malgache. Robert Mugabe, le plus vieux chef d'État africain en exercice ainsi que son homologue zambien, Edgar Chagwa Lungu, ont répondu à l'appel. Malgré quelques anicroches organisationnelles, aucun couac majeur n'est à signaler. Le thème de *L'industrialisation inclusive et durable* a été à l'honneur. Pour le Président malgache, l'objectif commun est de bâtir une Afrique intégrée, prospère et pacifique. Il a plaidé pour une intégration régionale harmonieuse.



**Mieux gérer les deniers Soutenir les efforts du gouvernement de Madagascar pour mieux générer et gérer les recettes fiscales, fournir des services publics de bonne qualité au niveau des collectivités locales et dans le secteur de l'éducation. Tels sont les objectifs ambitieux du Projet d'appui pour la performance du secteur public (PAPSP) mené par le gouvernement malgache et financé par la Banque mondiale. L'État vise à mieux remplir sa mission auprès des citoyens et fournir des services publics de meilleure qualité.**



## un regard sur



Si le divorce est (...) consommé entre Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina, il faudrait que (...) le ministre Roland Ravatomanga démissionne.  
Tanora Mitraka | 17 septembre

Pour se développer, le pays a besoin de partis forts ayant une vision collective pour rehausser le niveau de démocratie.

Marc Ravalomanana | 15 octobre

(...) L'école publique et l'État Malgache sont laïcs. (...) Les vociférations bibliques des sectes (...) n'y ont pas leurs places.

Paul Bert «Rossy» Rahasimanana | 21 octobre

*relations internationales*

# Recentrer la diplomatie malgache en Afrique



Mihanta Ramanantsoa



Présidence de la République  
de Madagascar

**L'organisation du sommet du Comesa les 18 et 19 octobre, à Antananarivo est un message fort de revendication de l'appartenance de Madagascar au continent africain.**

Pourtant, il n'y a pas si longtemps que cela, lors de la crise de 2009, le pays bruissait de l'incompréhension des Malgaches à voir le chef de la médiation internationale de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) Joaquim Chissano peser de tout son poids pour faire adopter la feuille de route afin d'aller aux élections.

**NOUS SOMMES MEMBRES** de la SADC, de l'Union Africaine (UA) et des Nations unies. Or, les mécanismes de résolution de conflits au niveau de ces trois entités font que, s'il y a une menace de conflit dans un État membre, c'est l'organisation régionale la plus proche qui intervient en tant qu'entité médiatrice selon le «*principe de subsidiarité*». Le comprendre et l'expliquer auraient contribué à faciliter l'appropriation du processus par la population. Il est temps de remettre la diplomatie à la place qu'elle est vraiment, un outil de puissance pour accroître notre influence dans le monde. En son temps, Blaise Rabetafika, représentant permanent de Madagascar auprès des Nations unies de 1969 à 1992, avait présidé avec brio le Conseil de sécurité en 1985 et avait fait rayonner la Grande île dans le monde.

**LA DIPLOMATIE EST** une déclinaison de la politique générale de l'État: décider de ce que nous voulons devenir, défendre nos intérêts, là est la question. Le mouvement part donc de nous-même par la prise de conscience de notre identité et de nos besoins, et non l'inverse, en subissant la loi des bailleurs de fonds et des prédateurs de nos ressources naturelles. Avec nos 5 000 km de côtes, il est temps d'affirmer une réalité incontournable: nous sommes une île. Si c'est à la fois notre chance et notre point faible, c'est ce positionnement géostratégique à 400 km des côtes africaines dans le

canal de Mozambique, au croisement des grandes routes maritimes dans l'océan Indien qui fait notre ADN. Quand la Chine s'engage pour 60 milliards de dollars lors du dernier Forum de coopération Chine Afrique (FOCAC) de 2015, le Japon pour 30 milliards de dollars lors de la Conférence de Tokyo

**[...] décider de ce que nous voulons devenir, défendre nos intérêts, là est la question.**

pour le développement en Afrique (Ticad), en août 2016, et l'Inde pour 10 milliards de dollars lors du sommet Inde-Afrique en 2015, c'est en grande partie dans le cadre d'une vision stratégique d'approvisionnement en matières premières indispensables à leur développement. Dans la sécurisation du transport de ces ressources, Madagascar a une carte à faire valoir au sein des groupements africains à cause de son positionnement géostratégique.

**NOTRE SOURCE DE** richesse devrait prioritairement venir de la mer. Avant de nous focaliser sur la question épineuse des Îles éparses, il faudrait déjà régler le problème de chevauchement de Zone économique exclusive (ZEE) – vitale pour notre économie – avec le Mozambique, la Tanzanie et les Comores, donc négocier avec ces pays qui appartiennent tous au Comesa et à l'Union Africaine. En tant qu'île, nous avons besoin de l'intégration régionale pour faire porter notre voix car seul, nous ne signifions rien. D'ailleurs, le Japon et l'Inde ont totalement intégré le poids du continent africain pour peser aux Nations unies et surtout au Conseil de Sécurité. En diploma-



**quand le monde séduit l'Afrique**

Même si des voix discordantes s'élèvent pour tenter de définir l'essor qu'il connaît actuellement (voir l'article de Rick Rowden, *L'Afrique ne s'est jamais vraiment développée* dans Politika 1), le Continent noir est au centre d'une bataille diplomatique et économique à l'échelle mondiale. Malgré les multiples entraves dont elle est victime, l'Afrique, de par ses richesses et son potentiel humain, dispose de multiples atouts susceptibles de lui permettre un sursaut inégalé. Pour l'instant, elle est considérée comme étant un réservoir inégalé de matières premières pour le reste du monde. Les pays en phase de développement comme l'Inde ou la Chine qui veulent y sécuriser leur approvisionnement.

L'une des manifestations les plus emblématiques de ce regain d'intérêt est l'offensive de l'Inde. Élu en mai 2014, l'ambitieux Premier ministre **Narendra Modi** a lancé diverses initiatives vers le Continent noir comme le sommet Inde-Afrique. À de multiples occasions, la diplomatie indienne a mis le paquet. Ce, afin de servir les intérêts du secteur privé qui a un appétit énorme aussi bien en matières premières qu'en hydrocarbures. Enfin, le marché intérieur africain est également très convoité. Aussi bien les entreprises indiennes que chinoises l'érigent en priorité.

----- R.A.



tie, il n'y a pas d'amitié, il n'y a que des intérêts. Le réservoir de croissance du monde et son futur grenier alimentaire est le continent africain (nous avons 15 millions d'hectares de terres cultivables).

**EN TANT QU'ÎLIENS** et attachés par nature à notre identité, nous pouvons impulser l'édification d'une conscience africaine, à la fois pour une véritable indépendance et pour un développement Sud-Sud. Cela passe par un financement accru des institutions africaines par les États africains. Par exemple, la création d'un Fonds de stabilisation des cours de matières pre-

mières financé par un pourcentage des recettes de leurs exportations, qui sera créateur de richesses pour les États. Qui avait milité pour la création de ce fonds en son temps? Le président Didier Ratsiraka. Madagascar a rendez-vous avec l'histoire. Allons-nous, encore une fois, nous mettre à contre-cycle de la marche du monde et rater ce recentrage vers l'Afrique? Je reprendrai, pour conclure, les mots du grand Nelson Mandela sur la vision d'un pays et le concept du mot agir: «*agir pour soi, c'est de l'intérêt; agir pour demain, c'est de la politique et agir pour l'avenir, c'est du nationalisme*». P

Le couple Rajaonarimampianina au 22<sup>e</sup> Synode de l'Église Luthérienne à Antsirabe, en septembre



*laïcité de l'État*

# La croix et la bananière

**Les relations entre, d'un côté, la politique et l'Église et, de l'autre l'Église et l'État à Madagascar, sont si singulières que les frontières entre les trois parties deviennent quelquefois floues. Reportage.**



Alain Iloniaina

**L**a déclaration de Mahamasina est-elle annonciatrice d'une ère nouvelle dans les relations entre la politique et l'Église, au sens large du terme? «*L'Église et l'État sont dans l'obligation de travailler ensemble. Mais je m'adresse aux tenants du pouvoir, à tous les politiciens en disant ceci: prenez garde à ne pas faire de l'Église un instrument politique*», tonne le pasteur Irako Ammi Andriamahazosoa, nouveau président de l'Église réformée de Madagascar (FJKM), le 25 septembre au Palais des sports et de la culture.

**LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT** de la FJKM pourrait être perçue comme annonciatrice d'un nouveau cycle dans les relations entre la politique et l'Église, du moins dans l'intention. Prise de conscience ou effet d'annonce, l'allocation enfonce une porte ouverte concernant le rapport entre les deux parties, allant jusqu'à impacter les affaires nationales – voire celles de l'État – ces dernières décennies. Les relations, débouchant parfois sur une ingérence mutuelle

entre la politique et l'Église, ne datent pas d'aujourd'hui. Mais la pratique née au début des années 2000 fait entrer les relations entre les deux parties dans une autre dimension. Le slogan du candidat à la présidentielle de 2001, Marc Ravalomanana, «*Minoa fotsiny ihany*» («*Ne crains pas, crois seulement*» - Marc 5-36), symbolise cette période de justice et de rectitude. Les réunions officielles, parfois ponctuées de prière – dans un État censé être laïc – traduit cette dérive, à l'image de ces prières interconfessionnelles qui ont lieu à chaque célébration de la fête nationale à Iavoloha. Il fut un temps où la course effrénée des hommes politiques, détenteurs ou pas du pouvoir politique, pour occuper des fonctions au sein des structures des Églises, est devenue monnaie courante. Parfois, les élections des membres des instances dirigeantes des Églises deviennent le théâtre d'âpres combats entre rivaux politiques.

**L'INSTRUMENTALISATION** de la religion en tant que moyen politique existe toujours. Le motif politique n'est pas étranger à la conversion au christianisme de la reine Ravalonana

II et du Premier ministre Rainilaiarivony en 1869. «*Des tentatives de formation de partis politiques ayant un lien avec la religion avaient eu lieu dans les années 70, mais elles avaient échoué faute de mobilisation*», soutient Jeannot Rasoloarison, historien. Mais le contexte socio-économique de ces dernières décennies constitue un terreau favorable à l'instrumentalisation de la religion par les politiques. «*Les gens sont tellement pauvres qu'ils cherchent un moyen pour s'accrocher à la vie. Ils trouvent un refuge dans la religion, devenue leur caution morale*», analyse-t-il. Le ratisage politique dans le milieu religieux s'explique par une velléité de mettre la main sur un réservoir d'électeurs. «*Les fidèles sont considérés comme une majorité et il est relativement facile de les convaincre*», remarque l'historien. Et ce, même s'ils ne représentent que la moitié des Malgaches. Le pasteur Emmanuel Djacoba Tehindrazanarivelo va beaucoup plus loin pour évoquer la culture électorale des fidèles de l'Église réformée. «*La participation sociale, économique et sociale fait partie d'une tradition chez elle. Tout le monde tente de séduire la*

▲ *FJKM, non pas parce que ses fidèles sont les plus nombreux, mais grâce à leur habitude électorale interne», explique le théologien.*

**HISTORIQUEMENT**, Marie Michel Robivelo, enseignant en science politique, évoque l'utilisation par les hommes d'Église de leur charisme dans leur carrière politique. Emmanuel Djacoba Tehindrazanarivelo, relativise pourtant l'instrumentalisation de la religion par les hommes politiques, qu'il considère comme une pratique courante dans le monde. «*Tout le monde tente d'utiliser tous les moyens, y compris l'Église*», pour la conquête du pouvoir ou pour s'y maintenir. Il note que l'ancien président Marc Ravalomanana n'a pas été le seul à tenter de séduire les fidèles mais «*il a trouvé le bon filon*». Il décrit le «*génie*» du fondateur du Tiako i Madagasikara (TIM) qui a «*compris l'imaginaire des fidèles et qui a su sur quel bouton s'appuyer*» afin de s'assurer de leur appui politique, par le biais de la parole de Dieu. La stratégie du messianisme politique fait des émules. «*Des hommes politiques ont conclu*



Avec ses méthodes peu catholiques, Marc Ravalomanana a su séduire l'électorat chrétien

© Alan Lomana



## la laïcité à l'orée du monde

La laïcité est la séparation de l'État et de l'Église. Elle est fondée sur les principes de la neutralité de l'État, de la liberté de conscience et du pluralisme. Derrière cette définition classique se décline toute une variété de pratiques concernant les relations entre l'État et l'Église, au sens large du terme. Le modèle français instaure une séparation stricte entre les deux. La laïcité à la française diffère de celle des États-Unis là où «*les hommes politiques font couramment référence à leurs convictions religieuses, sans qu'il y ait pour autant immixtion des Églises dans la conduite des affaires publiques*», selon le Sefafi. L'Observatoire note des modèles «*concordataires*» comme en Allemagne ou dans les pays scandinaves. Pour ces derniers, les relations entre l'État et l'Église sont fondées sur un «*partenariat d'intensité variable*». Dans les sociétés se réclamant de l'islam se trouvent des États totalement inféodés aux lois de l'islam, comme en Arabie Saoudite. D'autres instrumentalisent l'islam au service de leurs politiques, à

l'instar de la Jordanie. Enfin, certains tendent vers une certaine laïcité, davantage présente dans les textes que dans les pratiques. Dans la Constitution de la Quatrième République malgache, la laïcité «*repose sur le principe de la séparation des affaires de l'État et des institutions religieuses et de leurs représentants*». Non-immixtion réciproque de l'État et des institutions religieuses dans leurs domaines respectifs, principe de non-cumul de mandat politique et religieux, en font partie. Pour la journaliste Lova-Rabary Rakotondravony, l'«*Église joue un rôle primordial, non seulement dans le développement de Madagascar, mais aussi dans sa démocratisation. Par les valeurs qu'elle véhicule, mais aussi par ses interpellations (et) contribue à l'instauration de la démocratie. (Elle) doit pouvoir ainsi continuer à jouer un rôle de balise (...) Mais pour la réussite de cette entreprise, il est plus qu'urgent qu'elle mette un frein à toute velléité de l'engager sur la voie partisane*».

----- I.A.

que l'utilisation des arguments religieux permet de lorgner les fidèles, qui les suivent ensuite à l'aveuglette», soutient Jeannot Rasoloarison. Le pasteur Emmanuel Djacoba Tehindrazanarivelo apporte un éclairage concernant les critiques d'infantilisation des fidèles derrière l'instrumentalisation politique de la religion. «*La foule ne pense pas. Le génie des meneurs est qu'ils comprennent immédiatement le besoin de la masse. La foule les suit immédiatement à partir d'une ou deux idées majeures, avance le théologien. Il ne s'agit pas d'une situation normale mais plutôt d'une suite logique dans l'histoire entre l'Église et l'État*». Ce pragmatisme contraste avec l'explication «*rationnelle*» des intellectuels des événements. «*Ces derniers n'arrivent pas à convaincre la masse. Ils se trouvent dans une logique d'explication rationnelle sans chercher le point de déclic, d'où la distance avec la masse*», expose le théologien. D'où l'incompréhension entre la foule et les intellectuels.

**LA CONFUSION ENTRE LA POLITIQUE** et la religion pose pourtant la problématique de la laïcité de l'État – prévue par la Constitution – «*qui interdit l'ingérence du pouvoir politique dans les affaires de l'Église et vice-versa*», selon Marie Michel Robivelo. Or dans la pratique, «*le système de relations entre les Églises et l'État à Madagascar est de plus en plus caractérisé par une ingérence mutuelle dans les affaires des uns et de l'autre*», soutient l'Observatoire de



PAUL RABARY

Ministre de l'Éducation nationale et sociologue

## “ La laïcité n'est pas une donnée factuelle qui se décrète ”

### Comment expliquer les relations intimes entre la politique et la religion dans la société malgache ?

C'est le fruit de la relation historique de la religion et du pouvoir politique à Madagascar. Et pas que la religion chrétienne, qui n'a été introduite dans le pays que vers 1820. Depuis la royauté, le pouvoir temporel ne peut être dissocié du pouvoir spirituel. Ranaivalona II a instauré le christianisme comme une religion d'État. L'imaginaire collectif de la société malgache s'est nourri de la sacralité du pouvoir et principalement du pouvoir politique. Le *Fanjakana* mais aussi la FFKM sont perçus comme des *ray aman-dreny*.

### Comment Madagascar, censé être laïc, peut-il s'adapter ou changer face à cette relation historique entre la politique et la religion pour qu'il y ait harmonie et développement ?

À partir de ce fait, quel genre d'adaptation ou de changement voulons-nous ? Et par rapport à quoi ? Peut-être par rapport aux valeurs de la République. Mais est-ce que nous avons suffisamment compris et cerné ce qu'est la République ? Je constate que la conception de la laïcité est variable d'un pays à l'autre. En France par la laïcité, on vise surtout à protéger l'État de l'influence et/ou de l'emprise de l'Église. Par contre, aux États-Unis la laïcité vise à protéger les

Églises et la religion de l'influence et/ou de l'emprise de l'État. Dans les pays occidentaux comme le Royaume-Uni et les pays nordiques, la réalité est toute autre sans que cela remette en cause les valeurs et les pratiques démocratiques de ces pays ni même leur développement économique. La laïcité n'est pas une donnée factuelle qui se décrète. Elle est le produit de la relation et du rapport constant et historique entre l'Église et l'État. L'analyse de la laïcité devrait se faire en dehors de tout jugement de valeur. Mais au-delà de la laïcité, le développement de toute société se trouve handicapé et compromis si les fondements culturels et culturels sont dissociés.



Alain Iloniaina | Retrouvez l'intégralité de l'interview sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

la vie publique (Sefafi). Marie Michel Robivelo estime qu'il « existe une conception chez les politiciens selon laquelle ceux qui contrôlent les structures religieuses peuvent contrôler les structures étatiques ». À qui profite la confusion entre la politique et la religion ? « Chacun en tire parti (détenteurs du pouvoir politique et Église). Les détenteurs du pouvoir politique appréhendent parfois l'Église, au sens large du terme, soupçonnée d'être un facteur déstabilisateur du régime, parfois ils la considèrent comme une alliée. Ils agissent ainsi en fonction de la situation afin de faire pencher le rapport des forces en leur faveur. Mais de son côté, l'Église trouve quelquefois dans le gouvernement un moyen de subvenir à ses besoins matériels, d'assurer sa consolidation ou son extension », argue l'enseignant.

**LES RELATIONS ÉTROITES** entre l'État et l'Église ne sont pas sans danger. La journaliste Lova Rabary-Rakotondravony relate que l'« association d'une religion à l'État et à l'exercice du pouvoir peut entraîner une inégalité de traitement de toutes les croyances existant au sein d'un pays. Si l'État et l'Église ne sont pas séparés, le risque que les principes d'égalité et

de liberté soient violés en faveur des groupes religieux proches du pouvoir est grand (« Église et État dans le nouveau contexte de la démocratisation : le cas de Madagascar », octobre 2013.) Le Sefafi avait interpellé le favoritisme du régime au profit de la FKJM dont le chef de l'État avait été son vice-président en 2004. La partialité du régime face aux différentes confessions avait provoqué une « tension latente entre les fidèles », juge Marie Michel Robivelo. D'ailleurs, l'ambiance délétère au sein de la Confédération des Églises chrétiennes (FFKM) fait partie des explications de l'échec de sa médiation dans la crise politique de 2009. Le pasteur Emmanuel Djacoba Tehindrazanarivelo pense pourtant qu'une séparation stricte entre l'État et l'Église, une laïcité à la française, est impossible si l'on tient compte de la dynamique de la société et de la culture malgache. Le théologien argumente que l'« État moderne et l'Église à Madagascar sont historiquement entrelacés. D'ailleurs, l'embryon du premier est né du second ». Marie Michel Robivelo partage l'impossibilité de la dissociation dans la mesure où « notre Constitution affirme même la croyance du peuple malgache en Andriamanitra Andriananahary ».

**L'HOMME D'ÉGLISE SUGGÈRE** un débat pour trouver la solution idoine afin de définir la manière d'appliquer la laïcité de l'État si spécifique dans la Grande île. « On ne va pas faire les relations entre les deux parties un obstacle au développement. Il faut clarifier le rôle et la responsabilité de chacun, plaide l'enseignant. C'est le rôle des intellectuels. Mais est-ce qu'ils endossent ce costume ? Ya-t-il encore de la place pour eux dans le contexte et la culture actuelle ? ». Le théologien milite pour une laïcité qui n'est ni une exclusion ni une inclusion mais un pluralisme. Le Sefafi admet le rôle d'ultime rempart en cas de crise des chefs d'Église, ainsi que la complémentarité entre l'action de l'État et celle des Églises, notamment en matière d'éducation et de santé. Il insiste sur la non-immixtion de l'une ou de l'autre partie dans le rôle respectif de chacun. Concrètement, l'Observatoire penche pour la renonciation des grands commis de l'État aux fonctions de direction dans les Églises et celle des dignitaires des Églises doivent renoncer aux responsabilités publiques. Il n'est pas contre un partenariat entre les deux parties mais exige une procédure claire définie à l'avance. Il propose enfin un mécanisme pour une interpellation mutuelle entre les deux parties. **P**

# Fela Mijoro Razafinjato, toujours debout

## YLTPienne, femme active, citoyenne engagée... Fela Mijoro Razafinjato est sur tous les fronts en ce qui concerne les personnes en situation de handicap. Portrait.



Andriamanambe Raoto



Felana Rajaonarivelo

**F**ela Mijoro Razafinjato, c'est d'abord un caractère forgé à l'acier trempé et une joie de vivre contagieuse. Malgré les épreuves de la vie, elle n'a jamais renoncé à sourire.

### BATAILLE

En 1976, une épidémie de poliomyélite fait rage à Madagascar. La petite Fela – la dernière d'une fratrie de huit enfants – contracte la maladie. Le diagnostic est sans appel: elle sera handicapée le restant de sa vie. Ce qui est inconcevable pour la mère, infirmière. Après avoir épuisé tous les recours médicaux et religieux, elle accepte finalement la situation. Au lieu de sombrer dans la dépression, la femme se battra aux côtés de sa fille. «*Elle était pleinement investie. Elle m'a inscrite dans un établissement privé pour que je puisse vivre et avoir une enfance normale*», se souvient-elle. Les débuts de Fela dans l'éducation résumeront le reste de sa vie: une bataille permanente contre le monde d'abord, puis contre son handicap. «*Les premiers jours d'école, je me suis retrouvée toute seule. Imaginez une petite fille isolée et dont les autres se moquent*». Malgré les épreuves, elle persévère et s'attèle à appliquer les mantras de sa mère: «*Sois la première, sois souriante et soigne ton image. Tu verras que tu seras acceptée*». Un précepte que Fela appliquera à la lettre. Lors des premiers examens, elle obtient d'excellentes notes et le respect des écoliers qui la considéreront dorénavant comme une des leurs.

### INFRASTRUCTURES

Le BEPC passé avec brio, en 1987 Fela doit de nouveau affronter une épreuve: entrer dans le monde de l'adolescence. Sa mère qui veut le meilleur pour sa fille, envisage de l'inscrire à l'École Sacré-Cœur Antanimena (ESCA), l'un

des établissements catholiques les plus prestigieux de la Grande île. Le Frère directeur refuse la candidature de Fela prétextant le faible niveau de son collègue et surtout les infrastructures de l'établissement inadaptées à son handicap. «*J'avais assisté au bras de fer entre ma mère et le Frère directeur qui était totalement contre et éprouvait presque de l'aversion pour moi. C'était une situation humiliante*». Menaçant de porter plainte contre l'établissement, la mère obtient que sa fille passe le concours d'entrée. Inconsciemment, après la rencontre houleuse, la jeune fille lâche, en larmes: «*Je vais m'investir dans la cause des personnes en situation de handicap plus tard, quand je serai grande*». Au collège, son cursus était entièrement en malgache contrairement à celui de l'ESCA. Fela doit donc redoubler d'effort. Elle est admise avec la deuxième note sur une cinquantaine de concourants. «*J'étais très fière et ma mère aussi. C'était un combat que nous avons remporté*». Mais son entrée au lycée, section G2, sera le désenchantement. Une fois de plus, elle est rejetée par ses pairs. «*Certains craignent que je leur transmette mon handicap*». Cette méconnaissance est encore une réalité, jusqu'à maintenant.

### ÉPREUVE

«*J'étais seule pendant un long mois. Personne n'a voulu m'adresser la parole, même ma voisine*». Mais comme à chaque fois, l'étude sera sa planche de salut. Au premier test, elle obtient la meilleure note. Comme lors de ses années de primaire, son intelligence finit par rompre les barrières avec ses compagnons de classe. Le bac en poche – avec la mention Bien – Fela intègre l'IS-CAM. Cette fois-ci, l'aventure se passera sans aucun accro. Major de sa filière, elle sera lancée dans le grand bain du monde professionnel par Jaona Ranaivoson. «*Fraîchement débarqué*

*de la Suisse, il m'a accordé sa confiance pour devenir son assistante malgré la réticence de ses collègues face à mon handicap*». Durant cette période, elle prend de plus en plus de responsabilité en faveur des personnes en situation de handicap. Le véritable virage sera sa participation à un séminaire pour les femmes dans cette situation à Washington en 1995. À partir de là, elle sera entièrement engagée à cette cause. La création du centre Sembana Mijoro sera la traduction concrète de cet engagement. Le rêve de cette femme qui caresse un jour l'espoir de devenir députée ou sénatrice? «*Bâtir un centre Sembana Mijoro dans 15 régions de Madagascar*». Un défi à la portée de cette femme habituée aux combats. **P**

### en 5 dates -

1987 | entrée à l'École Sacré-Cœur Antanimena

1992 | sortie de promotion à l'Institut supérieur de la communication, des affaires et du management

1995 | premier voyage aux États-Unis pour assister à un séminaire pour les personnes en situation de handicap

1998 et 1999 | mariage et naissance de son premier enfant

2003 | Inauguration du centre Sembana Mijoro





## île Maurice

# La population comme socle

**Comment un pays quasiment condamné par les instances internationales au sortir de son indépendance a su se transcender et devenir un tigre ? Par ses hommes et par des décisions sages.**



Karina Zarazafy

**A**ctuellement à sa 48<sup>e</sup> année d'indépendance, Maurice figure parmi les pays les plus riches de la région Afrique subsaharienne. L'île est classée première en termes de compétitivité en 2015-2016 par le Forum économique mondial.

**LE CITOYEN MAURICIEN** est 25 fois plus riche que son homologue malgache de classe moyenne. «*En 1982, le Produit national brut (PNB) par habitant de l'île Maurice était de 200 dollars, la plaçant parmi les pays les plus endettés de l'Afrique. Mais au bout de 13 années, soit en 1995, elle a atteint les 6 000 dollars. Actuellement, les mauriciens sont pratiquement à 10 000 dollars par habitant*», explique Nando Bodha, ministre mauricien des Infrastructures publiques. Ce qui n'est guère le fruit du hasard. Si le pays a pu atteindre ce résultat, et se positionner parmi les économies les plus compétitives d'Afrique, c'est grâce à la diversification de son économie et au fait qu'il y eut «*une alternance démocratique dynamique avec une machine de développement qui continue*», souligne le ministre. Ce miracle économique mauricien a également pu s'achever grâce à une ouverture du pays au monde et à la valorisation du facteur humain, ainsi qu'au respect de la séparation des pouvoirs.

**SOODESH SATKAM CALICHURN**, ministre du Travail, des Relations Industrielles, de l'Emploi et de la Formation, lors de son passage à Madagascar en juillet – à l'initiative de la Friedrich-Ebert-Stiftung – avait souligné que «*tous les efforts que le gouvernement de Maurice met en place actuellement ont pour unique but de créer la richesse qui doit s'accompagner de*

*création d'emplois décents. L'Exécutif mauricien met en effet la création d'emplois parmi les priorités affichées* ». Pour ce faire, l'État mauricien a instauré un système de redistribution des richesses bénéfique pour tous. Toutes les ressources générées par la croissance économique enregistrée par le pays sont réparties grâce à un généreux système d'assistance sociale sous les bons auspices de l'État providence. Ce qui explique le fait qu'aussi bien la santé, l'éducation que le transport public pour les étudiants, les personnels de santé et les personnes âgées, y soient gratuits. Du fait d'un bon système éducatif, les citoyens mauriciens sont dans la mesure d'exiger de l'État qu'il assure le bien-être de tous. Ce, en leur offrant la possibilité de satisfaire les besoins essentiels comme l'alimentation, le logement, la santé, l'accès égal au travail, la sécurité, l'éducation, les droits de l'homme, la culture et le patrimoine, etc.

**L'ÎLE MAURICE ALLOUE** près de 60% de ses recettes au social. Pendant que Madagascar, avec ses 56 années d'indépendance et ses innombrables ressources, alloue 60% de ses recettes aux quelque 162 000 fonctionnaires de l'administration publique, qui ne constituent même pas 1% de sa population. «*Le développement durable doit être à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable. Le social doit être un objectif, l'économie un moyen et l'environnement une condition. Jusqu'à présent, je pense que Maurice a réussi à maintenir cet équilibre. Mais on a encore des efforts à faire*», avait reconnu le ministre du Travail mauricien. Si l'île Maurice doit faire des efforts, Madagascar doit réellement s'appliquer. C'est une question de bon sens. Il suffira d'une étincelle pour que la Grande île s'envole, comme Maurice. **P**



## les 4 PILIERS du DÉVELOPPEMENT

### Le système politique

La République mauricienne suit un régime parlementaire. Le chef de l'État n'y a pas de réel pouvoir exécutif. Les manettes sont entre les mains du Parlement. Le Premier ministre préside la destinée de l'île. Ce régime a permis à l'île Maurice d'avoir une meilleure représentativité de la volonté du peuple en termes de politiques publiques. Le pays affiche également une nette séparation des pouvoirs et s'est doté d'institutions indépendantes, garantes du respect de cette séparation : à l'exemple du bureau de l'*Electoral Commissioner office* garant de la transparence des élections – qui agit indépendamment du pouvoir en place –, de la direction des poursuites publiques, d'un bureau indépendant de lutte contre la corruption, aussi bien fonctionnellement que budgétairement, et d'autres structures.

### L'État providence

L'État mauricien a misé sur sa population pour se développer. Dans les années 80, il a adopté une stratégie qui puisse augmenter la productivité des Mauriciens. L'Administration s'est muée en État providence. Elle est intervenue dans la production et la distribution des biens et services pour assurer un certain égalitarisme. Par exemple, la détaxation des électroménagers pour pouvoir augmenter la productivité des femmes a été décidée. L'État a également osé s'opposer à la Banque mondiale sur la question de la subvention de la santé et de l'éducation. Une décision qui, au lieu de sanctionner l'économie, a permis à l'île de réaliser le « *premier miracle mauricien* » et d'atteindre le niveau actuel de développement.

### L'industrie et les finances

L'économie mauricienne était basée jusqu'au début des années 70 sur la monoculture sucrière. Mais à partir des années 80, le pays a commencé à diversifier ses activités économiques. Le pouvoir en place à l'époque a adopté une stratégie d'industrialisation et a doté le pays des technologies et des infrastructures nécessaires pouvant développer les autres secteurs. Outre la filière sucre, les secteurs les plus porteurs sont désormais le textile, le tourisme et les finances. L'île Maurice ne cesse de promouvoir les investissements aussi bien nationaux qu'étrangers. La diversification s'étend de plus en plus jusqu'aux niveaux régional et international. Actuellement, le secteur industriel contribue à près du quart du PIB du pays, contre près de deux-tiers pour les services.

### La démocratie

La démocratie mauricienne se reflète dans la considération, la prise en compte, de chaque communauté et de chaque couche sociale, dans les processus de prise de décisions. Tous ceux qui sont au pouvoir sont élus. Le système politique se base sur le principe électif. Mais du fait de la multiculturalité de l'île, le « *best loser system* » – un principe de « nominations correctives » – a été instauré. Ce, afin d'assurer un équilibre de la représentation parlementaire des différentes communautés ethniques au cas où cela n'a pas pu être fait par les résultats des urnes. Ce système politique combiné au libre accès à l'éducation de tous les citoyens ont permis au pays de préserver la stabilité politique et la sécurité.



*industrialisation*

# L'échec de l'Afrique ?

**Jamais les appels en faveur de l'industrialisation de l'Afrique ne se sont faits aussi pressants qu'aujourd'hui. C'est sans nul doute le sujet le plus débattu du continent. Pourquoi aucune initiative n'est jusqu'alors parvenue à faire bouger les lignes de cet indicateur important du développement ?**



Masimba Tafrenyika

**R**econnue pour créer de la prospérité, des emplois et une augmentation des revenus, l'industrialisation est une promesse de campagne qui s'étend à tout le continent africain. Pourtant, l'Afrique est aujourd'hui moins industrialisée qu'elle ne l'était il y a 40 ans. La contribution du secteur manufacturier à la croissance du PIB a en fait reculé, passant de 12% en 1980 à 11% en 2013, et stagne depuis, selon la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA).

**LE GROUPE DE RECHERCHE BRITANNIQUE** *The Economist Intelligence Unit*, estime que l'Afrique représentait plus de 3% de l'industrie manufacturière mondiale dans les années 1970. Depuis, ce pourcentage a diminué de moitié et cette tendance risque de se poursuivre tout au long de la décennie. Les prix élevés des matières premières dus à l'appétit apparemment insatiable de la Chine pour les ressources naturelles, ont alimenté une croissance économique rapide en Afrique depuis les années 1990. Nombreux sont ceux qui croyaient que cet élan allait relancer une industrie manufacturière sur le déclin. Pourtant, au grand dam des analystes, ce n'est pas ce qui se produit. Au lieu de capitaliser sur cette croissance pour stimuler ou bâtir leurs industries, les pays africains, à quelques exceptions près, ont dilapidé leurs revenus dans des dépenses improductives. C'est ainsi que le Ghana et la Zambie ont résolu leurs problèmes à court terme, notamment en augmentant le salaire des fonctionnaires. La chute des prix des matières premières et le ralentissement de la croissance économique chinoise ont levé le voile sur le mythe de «l'essor de l'Afrique». Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la croissance devrait tomber sous les 4% en 2016, «et nombreux sont ceux qui redoutent la répétition du



*cercle vicieux d'explosion des prix des matières premières puis de récession*», a mis en garde *The Economist*.

**S'INDUSTRIALISER OU PÉRICLITER.** Si les dirigeants africains avaient suivi les recommandations des experts et tiré profit du boom des matières premières pour stimuler les entreprises, les résultats auraient pu être différents. Quelles sont les options qui s'offriront dès lors à l'Afrique dans les prochaines années? C'est la question sur laquelle les décideurs politiques et les experts économiques se sont penchés à Addis-Abeba, en Éthiopie, lors de la publication par la CEA de *L'Écologisation de l'industrialisation de l'Afrique: rapport économique sur l'Afrique, 2016*. Leur conclusion est unanime: la seule option viable est l'industrialisation. Au cours des discussions, les experts ont convenu que l'une des principales causes de la faible industrialisation de l'Afrique réside dans l'incapacité des dirigeants à mettre en œuvre des politiques économiques audacieuses de peur de s'aliéner les donateurs. La plus forte critique de cette carence politique ne provenait pas du débat à Addis-Abeba, mais du quotidien britannique, *The Financial Times*: «*L'Afrique est sur le point de passer à côté d'une opportunité car ses dirigeants – et ceux qui suivent les évolutions depuis Londres, Paris ou Washington – sont obnubilés à tort par les variations du PIB et les flux de capitaux étrangers investis pour la plupart dans les industries d'extraction des ressources et dans les centres commerciaux*», a affirmé Kingsley Moghalu, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale du Nigéria. Dans une tribune extrêmement bien argumentée, il implore les pays africains de «*rejeter l'idée préconçue selon laquelle ils pourront rattraper l'Occident en devenant des sociétés post-industrielles sans avoir d'abord été des sociétés industrialisées*». Ha-Joon Chang, économiste à l'université de Cambridge et co-auteur du rapport récemment publié par la CEA, *Politique industrielle transformatrice pour l'Afrique*, partage cette opinion. Il appelle à une «*politique imaginative*» – de la créativité dans l'élaboration des politiques – et presse les décideurs de ne pas se limiter à une politique théorique. «*Les pays africains ont besoin de se faire confiance pour développer des politiques alternatives et s'y tenir*», a-t-il annoncé à Addis-Abeba.

**UNE MAIN FERME SUR LE VOLANT.** Le développement des industries en Asie est un cas d'école: les politiques publiques de développement ont permis aux économies de la région de sortir de la pauvreté à la fin du 20<sup>e</sup> siècle – reconnaît clairement M. Moghalu. Il insiste sur le fait que «*les gouvernements doivent montrer le chemin fermement, en adoptant une politique volontariste qui crée un environnement favorable à la croissance et l'emploi*». L'ancien vice-gouverneur de la Banque centrale s'empresse de préciser: «*Ce n'est pas un argument qui plaide en faveur d'une approche étatiste et autoritaire qui étoufferait la productivité et entraverait la concurrence*». Faisant référence à une des leçons de la crise financière de 2008, M. Moghalu insiste: «*Les marchés doivent être au service de la société et non l'inverse*». Selon lui, l'Éthiopie et le Rwanda sont des exemples notables d'une industrialisation réussie. Adeyemi Dipeolu, conseiller économique du vice-président du Nigéria Yemi Osibanjo, partage ce point de vue. Il a affirmé à Addis-Abeba que les décideurs politiques africains sont «*réticents à élaborer des politiques innovantes par peur des diktats et des conditions imposées par l'Occident*». *The Economist* voit pourtant les choses différemment. Dans son analyse de l'échec de la politique industrielle de l'Afrique, il constate que si la désindustrialisation intervient souvent dans les pays riches, «*beaucoup de pays africains se désindustrialisent alors même qu'ils sont pauvres... en partie parce que la technologie réduit la demande de travailleurs peu qualifiés*». L'autre raison de cet échec est la

fragilité des infrastructures – manque d'électricité, routes endommagées, ports saturés – qui augmente les frais de transport des matières premières et l'approvisionnement en produits finis. Mais *The Economist* reconnaît que «*la démographie favorable de l'Afrique, son urbanisation croissante et ses vastes ressources agricoles soulignent le potentiel industriel de la région*».

**LE BON, LA BRUTE ET L'INTELLIGENT.** De nombreux experts ont encouragé l'Afrique à se tourner vers un protectionnisme taxé de subtil ou de ciblé – c'est-à-dire imposer des barrières tarifaires temporaires afin de protéger les industries naissantes des effets néfastes des importations. Dans son livre *Mauvais samaritains: le mythe du libre-échange et l'histoire secrète du capitalisme*, M. Chang, que le *Financial Times* décrit comme «*le détracteur sans doute le plus efficace de la mondialisation*», affirme que «*les pays riches ont traditionnellement misé sur le protectionnisme pour dominer économiquement*». *Publishers Weekly* affirme quant à lui que les pays riches «*prônent le libre-échange et un marché concurrentiel auprès des pays pauvres afin de capturer une plus grande part de marché et de préempter l'émergence d'éventuels concurrents*». Ce sont ces pays que M. Chang qualifie de «*mauvais Samaritains*». M. Moghalu fait partie des nombreux décideurs politiques africains qui soutiennent le protectionnisme temporaire. Il considère qu'il est non seulement nécessaire mais qu'il peut également être réalisé dans le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La CEA partage cet avis et soutient que les pays d'Afrique peuvent poursuivre en toute légitimité une politique de protectionnisme avisé à l'instar des pays d'Occident. «*Tous les pays industriels ont commencé par un certain protectionnisme*» affirme Carlos Lopes, le Secrétaire exécutif de la CEA, avant d'ajouter: «*Nous ne pouvons toutefois plus faire du protectionnisme aveugle, nous sommes tenus par des négociations commerciales au niveau mondial. Si nous devons élaborer les règles pour l'Afrique, il nous faut un protectionnisme intelligent*». Comme pour bien prouver que les États riches pratiquent effectivement le protectionnisme, l'Organisation mondiale du commerce a publié en juin 2016 une étude qui montre la progression rapide du protectionnisme ou des restrictions au libre-échange par les pays du G20. Entre la mi-octobre 2015 et la mi-mai 2016, explique le rapport, les économies du G20 ont mis en place 145 mesures restrictives en adoptant en moyenne 21 nouvelles mesures par mois, «*ce qui constitue une augmentation considérable par rapport à la période couverte par le précédent rapport où ces mesures se chiffraient en moyenne à 17 par mois*».

**SUIVEZ LE GUIDE!** L'Éthiopie, le Rwanda et, dans une moindre mesure, la Tanzanie ont démontré leur faculté à se frayer un chemin vers l'industrialisation: ils ont tous adopté des politiques industrielles qui favorisent leurs propres industries manufacturières. En plus de ce que les experts appellent «*le modèle d'État développementiste*», dans lequel le gouvernement contrôle, dirige et régule l'économie, ces pays ont adopté des politiques favorables aux investisseurs. Plus important encore, ils ont démontré leur engagement et pris le contrôle de ces politiques. Depuis 2006, le secteur manufacturier de l'Éthiopie a augmenté en moyenne chaque année de plus de 10%. L'Éthiopie montre l'exemple. Le pays est la preuve que l'industrialisation peut se produire en Afrique. Le continent a besoin d'engagement politique et d'audace pour mettre en œuvre les politiques adéquates malgré toutes les oppositions. «*Pour que le capitalisme fonctionne en Afrique, comme il a pu fonctionner en Chine et en Asie de l'Est, les décideurs publics doivent sortir des sentiers battus et cesser de se conformer à l'orthodoxie*», conclut M. Moghalu. **P**

Article initialement paru dans la *Revue Afrique Renouveau*

# Sommes-nous des **citoyens modèles** ?



**Tsiry Randrianarivony** est économiste de formation avant de s'orienter vers la diplomatie en écumant le service protocole du ministère des Affaires étrangères (MAE) et en prenant part à de nombreux formations et colloques. Tsiry Randrianarivony est actuellement le chef du service d'Appui aux investissements directs étrangers et à la promotion du tourisme au MAE, chargé de mission du service des relations extérieures au sein de la commune urbaine d'Antananarivo. YLTP 2010.

**A**vant de répondre à la question, permettez-moi d'abord de définir brièvement ce qu'on entend par citoyen et ce qu'on entend par modèle. Le citoyen est une personne qui est en connaissance de ses droits et devoirs envers la nation (chacun est redevable envers la nation et vice-versa). Être modèle, c'est le fait d'appliquer consciencieusement et à la lettre les règles établies par la société (sinon ce sera la porte ouverte aux sanctions). Je voudrais vous laisser le soin d'essayer de répondre à la question en orientant vos réflexions sur quelques questions. Est-on un citoyen modèle si on ne connaît pas, par avance, les devoirs envers la nation et faire en sorte de les appliquer? Je veux bien admettre qu'il y ait encore beaucoup d'analphabètes et de personnes défavorisées trop occupées à leur train-train quotidien, mais comment se fait-il par exemple que le Malgache n'enlève pas son chapeau et ne s'immobilise pas pendant l'hymne national? Comment expliquer le marchand illégal qui fait une grève à chaque mesure d'assainissement initiée dans la capitale? Comment justifier ces piétons qui traversent la rue en dehors des passages cloutés? Sans parler de ces politiciens – par accident ou de carrière – censés être les modèles, qui sont les premiers à faire la Une des journaux dans la rubrique fait divers ?

Pourra-t-on accéder à l'exemplarité (tout le monde doit aspirer à revendiquer ce droit fondamental) si aucune personne ne s'intéresse à la vie publique et à la vie politique? Où ira ce pays si chacun se résigne à satisfaire ses besoins alimentaires quotidiens? Être un citoyen modèle, c'est au moins interpellier l'État sur des choses très simples inhérentes à la vie de la nation pour ne citer que la lutte pour la gratuité des soins dans les hôpitaux publics, celle pour la liberté d'expression, la sécurité et la salubrité urbaines. Peut-être que l'État doit axer sa politique sur les sensibilisations de masse en matière de civisme et de citoyenneté.

Sera-t-on un politicien modèle si, à chaque fois que l'on est mécontent, l'on exige le départ du Président en exercice et que l'on n'attend pas les élections prévues pour cela? Est-on un politicien modèle si on est le premier à bafouer les constitutions et les lois? Le mieux, ce serait peut-être d'amender les lois sur les élections pour que celles-ci ne soient plus en faveur des dirigeants. Il faudrait fixer une bonne fois pour toutes les règles de jeu démocratiques. Ce serait une mesure bienvenue.

Pour conclure, critiquer ne veut pas toujours forcément signifier vouloir renverser le régime. Défendre le pouvoir ne veut pas non plus dire vendre son âme pour le diable. Être politicien signifie servir le peuple. Autrement dit, il faut critiquer pour construire et défendre pour consolider. J'espère qu'un jour, tous les politiciens sauront faire la part des choses pour que nos richesses ne soient pas toujours l'objet de conflits géopolitiques et que nos dirigeants ne soient plus les « marionnettes » des bailleurs de fonds. **P**

**Il faudrait fixer  
une bonne fois  
pour toute les  
règles de jeu  
démocratiques.**



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur

*gouvernance*

## Madagascar au 33<sup>e</sup> rang

L'indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine met Madagascar à la 33<sup>e</sup> place sur 54 pays. Ce classement le situe « *légèrement en-dessous de la moyenne africaine* », comme le note le document de la fondation du milliardaire anglo-soudanais. Pis pour Madagascar, avec la Lybie, c'est le seul pays qui a enregistré un fort déclin en termes de gouvernance. Ce, alors que la Grande île ne connaît pas de guerre comme c'est le cas dans ce pays.



## L'Afrique importe 83% de ses denrées

Malgré le fait que la majorité de la population des pays africains travaille dans le secteur agricole, le continent affiche encore le besoin d'importer 83% de sa nourriture. Tel est le cas de Madagascar où 75% de la population active travaille dans l'agriculture. La Grande île importe encore une grande partie de ses denrées alimentaires.

*haut débit*

## L'Afrique subsaharienne lentement

Le rapport 2016 de la Commission des Nations unies sur le haut débit au service du développement durable démontre qu'en moyenne, seul 3% de la population des pays de l'Afrique subsaharienne utilisent internet. Ce qui ne permet pas à la région de rattraper son retard sur le reste du monde. À Madagascar, le taux de pénétration d'internet ne dépasse pas les 5% malgré un développement exponentiel des infrastructures liées à ce domaine.

*importation*

## Des ajournements pour le développement

Sur les 800 milliards d'euros de marchandises importées chaque année par l'Afrique, près de 60% sont payées comptant. Si un délai de paiement de 30 jours était accordé sur ces transactions, cela libèrerait 40 milliards d'euros de besoin de fonds, l'équivalent du PIB de la Tanzanie, ou encore 1,6% du PIB africain.



**Conférence des bailleurs, rendez-vous en décembre** Madagascar aurait besoin de 10 à 20 milliards de dollars dans les années à venir. La Conférence des bailleurs et des investisseurs (CBI) consistera ainsi à négocier pour l'obtention de l'appui des partenaires en faveur de cette initiative. Elle se tiendra en décembre au siège de l'Unesco à Paris.

## Doing Business 2017, Madagascar rebondit

« Depuis deux ans, Madagascar enregistre une progression dans le classement du *Doing Business*. Le gouvernement a adopté des réformes », affirme Coralie Gevers, le *Country Manager* de la Banque mondiale dans le pays. C'est ainsi que le score de la distance de frontière de Madagascar s'est amélioré: de 42,22 en 2016 à 45,10 en 2017.

.. chiffres ..

**24,7**  
kg

le volume d'or saisi à Ivato le 29 septembre

**47**  
%

des enfants malgaches souffrent de la malnutrition chronique

**2<sup>e</sup>**

l'Italie est le deuxième marché émetteur en touristes pour Madagascar



*banque de développement*

## Un avenir encore incertain

**Pour être compétitif et se développer, le secteur productif malgache doit innover. Mais les appuis nécessaires – notamment financiers – ne sont pas disponibles. Un vrai problème de fond (s).**



Hilda Hasinjo

L'accès au crédit dans les banques commerciales est difficile et coûteux tandis qu'une banque de développement, considérée comme une planche de salut économique, reste hypothétique.

**AU MOIS DE JUIN**, un atelier sur le système bancaire à Madagascar s'est tenu et a vu la participation, entre autres, du ministère de l'Éco-

nomie, celui de l'Industrie et les professionnels des banques. La question d'une banque de développement a été soulevée lors des discussions. Les acteurs du secteur économique ont pris conscience que la Grande île n'a pas le soutien financier nécessaire pour enclencher pour le «vrai» développement. Pour cause, «*le système financier, dans son ensemble, n'accorde pas encore une totale confiance aux investis-*

*seurs. Le marché financier n'octroie pas encore de prêts à long terme. C'est pourtant ce qui est nécessaire pour démarrer l'économie*», soutient Mamy Ratolojanahary, directeur général au ministère de l'Économie et de la planification. Ce constat est partagé par les industriels depuis des années. Ils n'ont cessé de se plaindre du manque de volonté étatique à faire avancer les choses. «*Nous ne pouvons tenir les*

banques comme seules responsables de notre difficulté à obtenir des prêts. L'État non plus n'a pas fait le nécessaire pour que cela se fasse», explique Fredy Rajaonera, directeur général de la Chocolaterie Robert et Président en exercice du Syndicat des industries de Madagascar (Sim). Une déclaration qui trouve un écho auprès des professionnels des institutions bancaires. «La banque ne peut supporter à elle seule le développement du pays. Toute une structure devrait être mise en place au cœur du système économique malgache, comme ce qui se fait dans le monde», prévient Rachid Mouthajy, président de l'Association des professionnels des banques qui regroupe tous les acteurs du secteur à Madagascar.

«**MAIS IL EST CLAIR QUE** pour que le tissu industriel soit fort, il nous faut investir dans l'innovation. Ce que le système bancaire actuellement ne nous permet pas de faire. Les taux appliqués sont beaucoup trop importants pour nous», nuance Fredy Rajaonera. Une banque de développement facilitera l'octroi de fonds. C'est un système financier qui devrait canaliser les épargnes en investissement. Dans les pays développés, à l'instar de l'Allemagne, elle leur a permis de redécoller après la deuxième Guerre mondiale. La Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) est l'organisme allemand d'appui qui accompagne la création d'entreprises que cela soit des petites, des moyennes ou des grandes structures. Il est également en charge de la coopération avec les pays en développement comme Madagascar. Mais pour avoir une structure aussi puissante que la KfW, il faut bien commencer par s'armer d'une grande volonté de le mettre en place. «*Tout est en phase de réflexion. Nous n'avons pas encore d'ébauche claire sur la structure, note Mamy Ratolojanahary. Il est clair que l'État, comme les entreprises et les particuliers, ont besoin d'une telle structure. Pour l'instant, les études sont en cours.*

*Nous ne sommes même pas encore en mesure de dire quel organisme pourra supporter cette structure.»*

**DANS SON FOND** ou dans sa forme, rien n'est encore sûr. «*Il n'y a que les banques qui pourraient gérer une telle structure. Tout au plus, l'État en serait actionnaire et aura un droit de regard. On sait d'ailleurs que ses caisses ne lui permettent pas encore de faire autant d'investissements. Par exemple, les devises issues des produits de rente pourront y être versées*», précise notre interlocuteur. La seule certitude est que les consultations ont commencé. Pour signifier leur bonne

volonté d'avancer dans ce sens, les industriels malgaches ont soumis leur proposition pour la création d'un Fonds national pour le développement de l'industrie (FNDI) qui devrait être géré par l'Agence nationale pour le développement de l'industrie (ANDI). Cette proposition est incluse dans la politique industrielle. Mais pour le moment, du côté de l'Administration, c'est silence radio. L'on ne sait donc pas exactement quand sera mise en place cette institution. Et à entendre les avis approximatifs sur le sujet, nous ne sommes pas sûrs que la formule utilisée répondrait vraiment aux critères d'une banque de développement. **P**

### les alternatives : les fonds de garantie

«*Pour avoir un crédit à moindre taux d'intérêts, il existe des alternatives comme la souscription à des mécanismes de fonds de garantie malgache, comme la Solidis garantie ou la garantie de la Banque mondiale*», suggère Rachid Mouthajy, président de l'APB. Le système de garantie supporte les risques avec la banque en cas d'insolvabilité. Pour les institutions bancaires, le taux est donc allégé mais pour les entreprises malgaches, il est encore assez ardu d'y avoir recours.



## Kreditanstalt für Wiederaufbau, bras financier de l'économie allemande



Créée en 1948 à l'origine pour financer la reconstruction de l'économie allemande après la seconde Guerre mondiale - en attribuant des crédits de moyen et long termes aux entreprises - la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) a glissé peu à peu vers des rôles de facilitateur de développement : la réalisation de commandes publiques, le financement des exportations et la coopération en faveur du développement. La KfW appartient à 80 % à l'État fédéral et à 20 % aux Länder. Au fil des années, la KfW s'est attiré les bonnes grâces de l'opinion publique à travers

une gestion saine des fonds et une politique d'ouverture envers ceux qui sont délaissés par les autres institutions bancaires. La banque publique d'investissement allemande accorde des crédits aux étudiants sans le sou, aux créateurs d'entreprise, aux PME ambitieuses, à tous ceux que les autres banques rechignent à financer. Malgré la crise économique qui a secoué l'Europe aux alentours de 2008, elle est devenue un des établissements de crédit les plus importants et les plus rentables du pays. Depuis plus de 50 ans, la KfW soutient le gouvernement fédéral afin de lui permettre de réaliser ses objectifs en matière de politique de développement et de coopération internationale.

Depuis quelques années, l'Afrique profite des apports de cette banque de développement allemande qui appuie les petites et moyennes entreprises ainsi que les investissements dans les infrastructures de l'eau, des transports et de l'énergie, dans l'agriculture et le secteur financier. La KfW est intimement perçue comme étant l'un des acteurs du miracle économique allemand. Si la Grande île veut réussir son pari du développement, elle doit passer par la création d'une telle structure.

----- R.A.



**Rachid Mouthajy**

« Nous ne pouvons pas faire plus que ce que la législation nous autorise à faire »

**Le président de l'Association professionnelle des banques (APB) défend la ligne de conduite des institutions bancaires dans le secteur du développement.**



Hilda Hasinjo



Gino Ramiadamahefa

**politikā POUR BEAUCOUP, LES BANQUES COMMERCIALES NE SOUTIENNENT PAS ASSEZ LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS...**

**rachid mouthajy** Nous entendons cette remarque de la part des associations et certains groupements des opérateurs économiques. Mais savez-vous que le ratio crédit-dépôt des banques en 2015 est de 75% ? 75% des dépôts collectés par les banques sont réinjectés dans le circuit pour le développement économique du pays en appuyant les entreprises en crédits. Ce coefficient est en perpétuelle progression car il était de 60% en 2011. Sur les 5 000 milliards d'ariary de dépôts bancaires, 3 500 milliards ont été transformés en crédit pour financer les entreprises, tandis que 850 milliards ont été investis pour financer l'État en bons du Trésor. Nous ne pouvons pas faire plus que ce que permettent de faire les dépôts de nos clients et la législation actuelle, soyons clair là-dessus. Par exemple, nous ne pouvons pas financer l'informel car nous sommes soumis à un ratio réglementaire de risques et notre activité est très fortement réglementée et encadrée par nos autorités de tutelle: la Banque centrale à travers la Commission de supervision bancaire et financière (CSBF). Il n'est pas envisageable de financer

une entreprise qui n'a pas d'état financier et qui n'a pas effectué des bilans dans les normes en vigueur à Madagascar. D'ailleurs, la Banque centrale exige des banques de lui remonter les bilans à travers la centrale des bilans.

**LES TAUX D'INTÉRÊTS APPLIQUÉS LOCALEMENT SONT TRÈS ÉLEVÉS, CE QUI NE PERMET PAS D'AIDER LES OPÉRATEURS. QU'AVEZ-VOUS À RÉPONDRE ?**

Ils se situent entre 12 et 18%. Il faut savoir que le taux d'intérêt critiqué correspond en général, à une moyenne de tous les établissements financiers existants. Aussi bien les microfinances, les banques que les autres institutions financières. Dans le calcul de ce taux rentrent en compte plusieurs facteurs comme l'inflation – qui est de 7,5% dans la Grande île – le coût du risque, les frais de gestion des crédits et le coût de récupération de sureté qui se révèlent très compliqués, notamment par des problèmes de justice face à certains clients de mauvaise foi. Pour avoir un crédit à moindre taux d'intérêts, il existe des alternatives comme la souscription à des mécanismes de fonds de garantie malgache comme la Solidis garantie ou la garantie de la Banque mondiale. Le système de garantie

supporte les risques avec la banque en cas d'insolvabilité. Pour les institutions bancaires, le taux est donc allégé.

**N'Y-A-T-IL DONC PAS D'AUTRES SOLUTIONS POUR ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE VIA LES BANQUES COMMERCIALES ?**

L'APB a approché les autorités et les groupements des opérateurs pour proposer deux nouvelles formules innovantes: le crédit-bail et l'affacturage, un système de gestion de créances. Si une entreprise a des factures envers un ces clients, la banque intervient pour avancer les fonds et soulager sa trésorerie. En contrepartie, les recettes de l'entreprise lui sont reversées au fur et à mesure qu'elles rentrent. Le crédit-bail consiste à payer en totalité l'acquisition d'un matériel si une entreprise ne peut pas s'en acquitter d'un seul trait. Par la suite, il appartient à celle-ci de verser mensuellement une certaine somme à la banque sous forme de loyers. C'est comme le système de la location-vente. Nous avons proposé ces alternatives car nous sommes conscients que pour être compétitives, il faut que les entreprises puissent renouveler leurs outils de production. **P**

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

# Dynamiser l'économie malgache à travers le *private equity*



En mission dans la Grande île pour une entreprise française en tant que responsable de région océan Indien, **Elodie Trojanowski** est titulaire d'un master en journalisme obtenu à l'Université Louvain-La-Neuve. Elle est également diplômée de l'École de Management de Strasbourg en Finances. Passionnée par les questions liées au développement économique, elle collabore ponctuellement avec des médias issus de la presse écrite malgache sur des sujets d'économie.

En 2015, sur les 4 477,7 milliards ariary (1,27 milliard euros) de dépenses étatiques totales estimées à Madagascar, 66% ont été financées par les recettes fiscales. Le reste a été majoritairement pris en charge par les bailleurs de fonds. Ceux-ci fonctionnent selon le leitmotiv de non-ingérence dans les affaires nationales. Si ces organismes d'aides économiques mondiales se disent en dehors des décisions étatiques, ils n'en restent pas pour le moins en attente de résultats. Les Investissements directs étrangers (IDE) représentent une alternative incontournable à cette politique d'assistantat sans lesquels le développement de Madagascar ne peut être envisagé. L'accord du Fonds monétaire international (FMI) à l'octroi de prêt au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) - et les longues négociations qui l'ont précédé - montrent bien que les conditions d'éligibilité à l'aide financière internationale sont lourdes du fait que les organismes mondiaux ont des comptes à rendre à leurs propres bailleurs. L'argent est donc débloqué contre des réformes généralement calquées sur un modèle économique global. Non adaptées, elles s'avèrent souvent inefficaces. En outre - étant donnée la situation politique relativement instable des zones économiquement fragiles - la dépendance financière de Madagascar vis-à-vis des bailleurs de fonds peut s'avérer nocive. Ainsi, les exemples de désertion des institutions mondiales lors de crises gouvernementales sont légion créant un climat de volatilité important. Pour qu'un pays émergent puisse se faire une place sur la scène internationale, son développement doit passer par la

diversification de son économie dans un contexte de protection du marché local et des industries naissantes. Ha-Joon Chang, spécialiste de l'économie de développement, a bien expliqué ces enjeux dans son ouvrage *Bad Samaritans: The Myth of Free Trade and the Secret History of Capitalism*. En cela, les IDE peuvent être une alternative intelligente à l'assistantat et permettre de réduire les dépendances tout en assurant le développement et le renforcement d'industries locales les rendant plus compétitives. Le capital-investissement ou *private equity* (PE) est un sous-ensemble de ces IDE. Ces mouvements de capitaux sont réalisés en vue de créer, de développer, de maintenir une filiale à l'étranger ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise étrangère. Ils dynamisent le secteur privé en assurant la création de bases solides dans les sociétés (souvent investissements inférieurs à 10 ans), en créant de l'emploi et en boostant l'innovation. Les transactions de ce type existent à Madagascar, mais restent encore peu nombreuses. Citons à titre d'exemple *Investisseurs et Partenaires*, un fonds d'impact français qui a participé au développement financier et a assisté sept entreprises malgaches dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la micro-finance notamment. L'objectif de plus-value de ces investisseurs financiers a permis de créer des emplois et de prodiguer des connaissances managériales et gestionnaires aux acteurs nationaux. Néanmoins, les climats économique et politique malgaches actuels ne s'avèrent pas attractifs. En effet, selon le classement *Doing Business* sur la réglementation des affaires et son application effective, Madagascar est classé 164<sup>e</sup> pays sur 189 en 2016. L'accès à l'électricité (avant dernier pays du classement) et la possibilité d'obtention de prêts (167<sup>e</sup> sur 189) freinent encore trop largement l'attractivité de la Grande île. **P**

**Les IDE représentent une alternative incontournable à cette politique d'assistantat sans lesquels le développement de Madagascar ne peut être envisagé.**



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur



forum industriel

Un challenge

pour la relance de l'industrie

**La concrétisation de la volonté du Président de développer le secteur industriel est attendue dans les prochains mois, à travers la mise en route effective de plusieurs chantiers allant dans ce sens.**



Alain Iloniaina

FES

**L**e président Hery Rajaonarimipianina dresse les grandes lignes de la relance de l'industrie. «L'objectif du gouvernement malgache à moyen terme est ainsi de transformer la structure économique du pays et d'augmenter significativement le poids de l'industrie dans le PIB national à plus de 25% à l'horizon 2025», soutient-il lors du Sommet des chefs d'État et du gouvernement du Marché commun de l'Afrique

orientale et australe (Comesa) le 20 octobre. Pour l'instant, la part de l'industrie dans le PIB oscille entre 14 et 16%.

**LE CHEF DE L'ÉTAT LISTE** des secteurs prioritaires pour atteindre cet objectif. «L'industrialisation à Madagascar s'articulera essentiellement autour de l'agro-industrie, et la promotion d'une industrie structurante, la transformation des ressources minières, le textile et l'habillement, ainsi que les

nouvelles technologies de l'information et des télécommunications, énumère-t-il avant de préciser que les autres secteurs générateurs d'emplois ne nécessitant aucune spécialisation accrue et pour lesquelles le pays dispose d'une main-d'œuvre locale compétitive en terme de coût et de dextérité, feront l'objet d'une priorisation». Le bouclage de l'avant-projet de texte portant loi sur le développement de l'industrie à Madagascar (LDIM) constitue un premier pas pour jauger la volonté gouvernementale pour l'industrialisation du pays. Le texte est encore «au stade de concertation finale», précise Hyacinthe Befeno, membre du Collège des conseillers économiques du président de la République. La mouture devrait, entre autres, traiter l'accès au financement et les mesures incitatives. Le conseiller du président de la République évoque également «le financement industriel par le biais de la création du Fonds national de développement de l'industrie (FNDI) ou encore le package fiscal». Il a rappelé que le gouvernement affiche toujours l'ambition de faire de l'industrie le moteur du développement, si l'on se réfère au Plan national de développement (PND). Dans ce document stratégique, l'objectif fixé est d'augmenter à 25% sa part au PIB, soit au niveau de celle de l'Afrique subsaharienne.

**À L'INSTAR DE** Christian Rajaosafara, vice-président du Syndicat des industries de Madagascar (Sim), les industriels fondent beaucoup d'espoirs sur ce texte. Pour l'instant, il admet ne pas connaître les détails des mesures prises dans le document final avant sa soumission au gouvernement. Mais il espère, si possible, l'examen du projet de loi durant l'actuelle session parlementaire afin d'avancer plus vite dans le processus. Il reste à savoir si les autorités arrivent à boucler et présenter au Parlement l'avant-projet de loi avant le 18 décembre, date de la

fin de la session budgétaire. Dans le cas contraire, il faudra attendre celle de mai 2017, à un an et demi des prochaines élections, là où le risque de surenchères ou du désintérêt des parlementaires n'est pas à écarter. Or, le texte sur l'industrie «nécessite un consensus national, réclame Hyacinthe Befeno. Il s'agit d'une stratégie, qui, espérons-le, ne fera pas l'objet de marchandage politique sinon on va faire du yoyo jusqu'en 2018». Techniquement, Raymond Razafindrakoto, ancien économiste du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) prône la «nécessité d'une vision globale (...) un choix de société. Les acteurs doivent convenir sur le type de société à développer».

**EN ATTENDANT** la finalisation de l'avant-projet de loi, la volonté du gouvernement devrait être perceptible dans la pose des jalons vers la promotion de l'industrie. Les échanges et les partages des parties concernées au cours du Forum sur le développement industriel du 23 septembre, organisé par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) permettent de recueillir les espoirs, les appréhensions, les aspirations ainsi que les propositions des parties concernées. En substance, le climat des affaires, l'accès au financement, l'énergie reviennent toujours en première ligne comme autant de faiblesses pointées du doigt, nécessitant des solutions, en parallèle au projet de texte. Pas plus tard qu'en septembre, le patronat a encore tapé du poing sur la table concernant l'assainissement du secteur. Il a exigé des mesures pour faire face, entre autres, à la «concurrence déloyale, apparaissant sous diverses formes (...), une gangrène qui nuit à la compétitivité des industries locales et provoque une mort lente du secteur industriel», et pour établir une «équité fiscale», dans un communiqué émanant des différents groupements économiques. L'État doit gérer le dossier sensible de la fiscalité, entre la promesse

auprès des partenaires techniques et financiers d'augmenter le taux de pression fiscale, et la grogne des industriels. L'amélioration du climat des affaires revient toujours comme étant l'une des clés pour toutes les branches d'activités, même si les autorités se targuent d'avoir pu améliorer le milieu des affaires au niveau du l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), l'organisme de facilitation et de promotion de l'investissement. L'élaboration du projet de Loi de finances 2017 devrait fournir quelques indices sur la cohérence des actions gouvernementales. **P**

[...]  
le climat des affaires, l'accès au financement, l'énergie [...], autant de faiblesses [...] nécessitant des solutions



industrie,  
un secteur mal en point

La performance de l'industrie malgache reste encore faible et celle-ci ne pèse pas lourd dans l'économie nationale. Madagascar occupe la 116<sup>e</sup> place sur les 133 pays classés, en termes de compétitivité industrielle, selon le rapport *Competitive Industrial Performance* (2010) publié par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) en 2012, repris par le Plan national de développement (PND). Concernant la capacité de production et d'exportation manufacturière, la valeur ajoutée *per capita* est de 28,4 alors qu'à titre de comparaison, le Japon occupe la première place avec un score de 7993,9. L'exportation industrielle *per capita* de Madagascar est de 31,8, contre 5521,0 pour le pays du Soleil-Levant.

«La structure sectorielle de l'économie reste figée et ne connaît pratiquement pas d'évolution positive», résume le PND. «On est bloqué au stade d'une économie agraire qui, plus est, de subsistance», assure Donat Andriamahefapary, économiste, l'un des consultants chargés de l'élaboration du document de la politique industrielle de Madagascar (DPIM). Madagascar dispose d'un tissu industriel faiblement développé au regard de l'importance des potentialités de transformation des produits locaux d'où faiblesse des valeurs ajoutées et du niveau d'exportation. Christian Rajaosafara, vice-président du Syndicat des industries de Madagascar (Sim), parle d'un environnement économique peu favorable, des ressources humaines peu compétentes ou encore de produits pas suffisamment compétitifs par rapport aux produits importés, ce qui engendre une concurrence déloyale. Et la liste est longue. Le paradoxe entre cette faiblesse du secteur et les potentialités conduit les parties concernées à entamer un processus en vue de corriger la tendance. «Il est temps de moderniser notre économie. Il faut adopter une politique développementiste», plaide Donat Andriamahefapary.



## consolidation de la Paix

# La paix, un préalable au développement

**Consolider la paix dans un pays qui n'a pas connu de conflits armés mais qui est en proie aux crises ponctuelles, tel est le défi actuel de la Grande île.**



Karina Zarazafy



Raj Hassanaly/PNUD

**M**adagascar n'a jamais connu de guerre. Cependant, depuis son accession à son indépendance, en 1960, le pays a été confronté à des crises cycliques. Elles ont systématiquement mené à l'éviction du pouvoir en place et ont conduit les Malgaches à vivre dans un environnement social, politique et économique considérablement dégradé.

«**NOUS VIVONS DANS UN CLIMAT de conflit latent**» note Tafita Razafimanantsoa, Directeur général des Programmes et Ressources auprès du ministère de la Justice. Ce qui a été appuyé par Francine Kidja, Directeur général de la Promotion de la Femme auprès du ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme, et Josiane Robiarivony, Présidente du réseau des femmes malgaches artisanes de la paix. Pour elles, «*la paix commence dans le foyer*». Et quand les ménages se heurtent à des crises de l'ampleur de 2009, ils ont du mal à se relever et à retrouver la stabilité et la paix. Le premier signe de l'absence de paix dans le pays est la précarité dans laquelle vit la majorité de la population. La recherche constante de

moyens de subsistance est, ni plus ni moins, que l'une des plus grandes sources de tension dans le foyer, dans la société et dans la nation. À cause de ce climat tendu, recouvrer la paix et éradiquer les facteurs qui ont contribué aux précédentes crises sont prioritaires. «*Les causes profondes des conflits à Madagascar sont (...) les lignes de fractures sociétales, (...) de nature historique et propre à la trajectoire du pays, et sur lesquelles viennent se greffer les facteurs structurels, affectant la consolidation de la paix*» stipule le document de Plan de priorités pour la consolidation de la paix (PPCP).

### UNE DES FRACTURES IDENTIFIÉES

par les documents *Peace and Conflict Analysis* (2010) et *Conflict-related Development Analysis* (2013), est «*la tradition orale des populations rurales versus l'utilisation de l'écrit par l'État*», lequel se démarque par une «*cassure entre une oligarchie politico-affairiste détentrice du pouvoir, et les masses populaires*». Une autre étant la fracture «*du centre versus périphérie*» en faisant référence à l'absence de décentralisation effective aussi bien budgétaire qu'institutionnelle. Une troisième porte sur «*la disparité entre les sphères*

*rurales et urbaines*». Le niveau de l'extrême pauvreté, l'accès limité aux ressources et l'insécurité alimentaire, l'absence de décentralisation, la corruption, la faiblesse des mécanismes de gouvernance, de contrôle et de redevabilité de l'État et les défaillances de l'État de droit ont été pointés du doigt. Un autre niveau de sources de tensions identifié dans ces analyses est le sentiment de marginalisation des populations du Sud, dans une situation d'enclavement. Mais aussi le manque de confiance dans les autorités étatiques, à tous les échelons. Notamment, du fait d'une perception, par la population, d'une corruption généralisée.

**CES SOURCES DE CONFLITS** sont ancrées profondément dans la société malgache, qui a une énorme difficulté à s'en défaire. C'est pourquoi le Système des Nations unies (SNU) a décidé de donner suite à la demande d'éligibilité au FCP que le Président de la République, Hery Rajaonarimampianina, a formulée lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2014, et qui a été officialisée par une demande écrite en février 2015. D'après Oana Mihai, Coordinatrice du Secrétariat technique du

Fonds pour la consolidation de la paix (FCP), ce sont surtout «*les élections présidentielles estimées comme crédibles et justes, le retour à l'ordre institutionnel et politique dont bénéficiait le pays, et surtout l'engagement politique au plus haut niveau*» qui ont été les critères décisifs de l'éligibilité de la Grande île au FCP. Selon Olivier Sublard, spécialiste en consolidation de la paix au niveau du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la consolidation de la paix est «*un long processus qui prend au moins une vingtaine d'années*». Cette année, l'AG et le Conseil de Sécurité des Nations unies ont réaffirmé que «*la consolidation de la paix devait être ancrée dans toutes les phases et actions que l'ONU mène dans un pays*». Raison pour laquelle le PNUD accompagne Madagascar dans le processus, «*lequel ne se cantonne plus à un rôle de transition. La paix signifie prévenir le conflit, éviter le retour à une situation de conflit et soutenir les pays à se relever effectivement*» note Oana Mihai. Pour Madagascar, cela passe par la réconciliation nationale et la RSS. Compte

tenu de toutes ces études, trois axes prioritaires ont été identifiés: la bonne gouvernance, le soutien à la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) et l'appui holistique à la stabilisation dans le Sud du pays. À chaque axe correspond à un budget défini. La mise en œuvre de ce programme du FCP est assurée par un Comité de pilotage coprésidé par Herilanto Raveloharison, ministre de l'Économie et du Plan et Violette Kakyomya, Coordonnateur résident du SNU durant la période 2016 - 2018. Une enveloppe de 11,5 millions de dollars est allouée par le Fonds. 1,5 million pour le Secrétariat technique, 2 millions pour la bonne gouvernance, 3 millions pour la RSS et 5 millions pour l'appui holistique dans le Grand sud. Deux documents de projet ont déjà été signés en août dernier: le projet Institutions démocratiques intègres, représentatives et crédibles (IDIRC) et l'Appui à la réforme du secteur sécurité à Madagascar (ARSSAM).

**L'IDIRC ASPIRE À RENFORCER** la confiance des citoyens envers les institutions publiques à

travers un appui aux institutions de redevabilité et de lutte contre la corruption, ainsi qu'à la création d'espaces de dialogue entre citoyens et élus, et l'accès à l'information. L'ARSSAM a pour objectif de se doter de forces de défense, de sécurité et de justice professionnelles, capables de répondre, de manière efficace, aux attentes de la population en matière de sécurité. Pour ce qui est de l'appui holistique dans le Sud, une étude anthropologique sur les causes structurelles de l'insécurité, la pauvreté et la situation prévalant dans le sud va être menée. L'IDIRC est sous la tutelle nationale du ministère de la Justice et du ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions (MCRI). Tandis que la RSS est exécutée, jusqu'à maintenant, sous le pilotage du Comité Technique pour l'Organisation du séminaire national sur la RSS (CTO-RSS), piloté par la Primature. Elle consiste en un changement de paradigme. En ce sens que «*les forces armées doivent plus se tourner vers les citoyens et doivent être mieux réparties sur tout le territoire*» fait remarquer Olivier Sublard.



## un fonds pour consolider la paix

Créé en 2006, suite à une résolution de l'AG et du Conseil de sécurité des Nations unies, le Fonds pour la consolidation de la paix (FCP) contribue aux soutiens de l'ONU aux pays émergeant des conflits. Auparavant limité au maintien de la paix et à l'humanitaire, le FCP fait dorénavant partie - avec le Bureau de soutien à la consolidation de la paix et la Commission pour la consolidation de la paix - des trois mécanismes des Nations unies pour venir en aide aux pays en sortie de crise. Le concept de consolidation de la paix a évolué allant du simple rôle de transition à la prévention de conflit et au soutien aux pays pour qu'ils puissent se relever effectivement. Le FCP se distingue par son ambition d'adresser les causes profondes des tensions et des conflits, structurelles ou contextuelles, afin de casser leur cycle. Il soutient actuellement 200 projets dans 27 pays et fonctionne de manière décentralisée. Si le Secrétaire général de l'ONU déclare un pays éligible, une

structure d'appui sera mise en place dans le bureau de l'officiel Onusien sénior. Un comité de pilotage conjoint, gouvernement-ONU, est créé et une analyse des tensions et des causes profondes des conflits est élaborée. Par la suite, l'identification des priorités, pour dresser rapidement, ces causes est initiée. L'analyse est traduite dans un Plan prioritaire pour la consolidation de la paix que le comité de pilotage soumet au Bureau pour l'appui à la consolidation de la paix à New-York. Une enveloppe budgétaire est identifiée et des projets seront sélectionnés pour en bénéficier. Le FCP étant un Fonds du SG de l'ONU, seules les agences de l'ONU reçoivent les financements avec une indispensable collaboration avec le gouvernement du pays bénéficiaire. Des pays comme le Tchad, la Libye, la Somalie, les Comores... ont reçu ce soutien financier qui entre dans la consolidation de la paix.

----- K.Z.

## LA LETTRE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

de la RSS (LPG-RSS) qui a été élaborée et entérinée en janvier de cette année en Conseil des ministres. 8 piliers ont été identifiés pour cette réforme. À savoir l'armée (terre-air-mer), la police nationale, la gendarmerie nationale, la justice, l'administration du territoire incluant les douanes, les gardes forestiers et les autres forces paramilitaires, les services de renseignements, le parlement et les acteurs non-étatiques. La LPG-RSS LPG-RSS «*a pour aspiration de mettre en place un processus qui va permettre à moyen et long terme de s'attaquer aux causes réelles de l'instabilité politique, de la marginalisation de certaines régions fragilisées par l'insécurité ainsi que des effets de la répartition non équitable des richesses naturelles à Madagascar*» souligne Amina Ahmed, Secrétaire exécutive du CTO-RSS. Elle trace les lignes directrices des actions à mener pour atteindre ces objectifs de «*responsabilité, d'intégrité et d'efficacité*» de la sécurité. Pour l'heure, seule la politique a été élaborée. Néanmoins, «*les plans stratégiques et opérationnels sont en cours de finalisation en vue d'un entérinement en Conseil des Ministres avant la mise en œuvre effective*», si l'on en croit le CTO-RSS. Dans tous les cas, la paix durable ne peut être une réalité qu'avec la participation complète de tous, dont les femmes. «*La consolidation de la paix se fait à travers la promotion et la protection des droits*», soutient Francine Kidja. Mais globalement, «*l'éducation à la paix doit partir du foyer*» conclut Josiane Robiarivony. **P**



## “ Mettons en place une réparation sociale

### **Anaclet Imbiki, le membre du Comité d'experts pour la rédaction des textes sur la réconciliation nationale et Président national de Mamimad nous offre son point de vue sur les questions sur la paix.**

#### **politikà SELON VOUS, QUELLES SONT LES RÉELLES SOURCES DE CONFLITS À MADAGASCAR ?**

**anaclet imbiki** Le vrai problème réside dans cette sorte de pudeur, voire d'hypocrisie politique. Ce qui nous empêche de faire face à la vérité. Les conflits à Madagascar ont une source historique, sociale, politique et économique. En effet, nous avons gardé les séquelles de notre histoire, des problèmes que nous n'avons pas su régler à temps et qui se transmettent de génération en génération. Les séquelles des conflits inter-royaumes sont réveillées à chaque fois que le pays traverse une crise comme celles laissées par la colonisation Merina sur les autres royaumes, et par la colonisation française. La conquête qui se faisait avec beaucoup de violences, de pressions et de morts d'hommes a engendré un sentiment de velléité de vengeance. Madagascar connaît également un problème lié à l'esclavage dont les effets se perpétuent jusqu'à nos jours. Notamment, dans la région Merina où la population noire – dont l'effectif excédait déjà celui des blancs – des *andriana* et des *hova* en 1860 et 1895, sont des butins ramenés des côtes et qui vivent en Imerina. Ce

qui constitue une bombe à retardement. La survivance de l'esclavage leur est très douloureuse. Beaucoup de personnes ont été favorisées dans le passé et ont obtenu richesses et avoirs par la mauvaise gouvernance. Elles ont le pouvoir, le savoir et les avoirs. Or, actuellement, on ne peut accéder au pouvoir sans avoirs. Et les gens n'ont plus confiance en ces opérateurs économiques et ces dirigeants qui ont favorisé ces spoliations.

#### **QUE DEVRAIT-ON FAIRE POUR REMÉDIER À CES CONFLITS HÉRITÉS DU PASSÉ ET OBTENIR UNE VRAIE RÉCONCILIATION NATIONALE ?**

Il faut oublier ce passé et reconnaître la vérité. Il faudrait mettre en place une réparation sociale et régler les exclusions et marginalisations. Ce qui pourrait prendre la forme d'une discrimination positive. C'est-à-dire trouver des moyens efficaces pour donner une vie descende aux anciens esclaves par le biais de l'éducation, des formations professionnelles, de dotation de terres... Une mesure qui concerne également les anciennes ethnies qui ont été spoliées. Il faut régler les problèmes de discrimination interethnique qui ont toujours provoqué beaucoup de violence.

#### **QUID DU CHAPITRE ÉCONOMIQUE ?**

Pour la réconciliation économique, on

ne doit plus admettre que les gens qui ont pu acquérir leurs avoirs de façon malhonnête puissent avoir le pouvoir. Il faudrait qu'ils soient jugés ou du moins, qu'ils acceptent de restituer ce qu'ils ont acquis de cette manière. Il faut également réconcilier la classe politique – à savoir les dirigeants puis leurs entourages – et une amnistie car il y avait la justice des vainqueurs. Les tribunaux ne condamnaient alors que les vaincus.

#### **CETTE QUESTION D'AMNISTIE DIVISE LA SOCIÉTÉ MALGACHE SYSTÉMATIQUEMENT...**

Qui dit amnistie ne dit pas impunité. Elle doit être accompagnée de réparations collective et traditionnelle. La réconciliation politique devrait également se faire par la reconstitution de carrières. Il faut éviter la répétition de ces crises et cela exige la refondation de la république qui consiste en une mise en adéquation de la loi et de la Constitution à la réalité du pays. Ce qui suppose une élection constitutionnelle. Il faut aussi une refondation de la nation laquelle consiste à éliminer la distorsion entre les prescrits normatifs. C'est-à-dire entre ce qu'avaient dit la Constitution et la loi, et les pratiques politiques. Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Mais il faut se lancer. On ne pourra pas trouver de solutions si on n'avance pas. ----- **K.Z.**



*énergie*

# LA JIRAMA BROIE DU NOIR

**Une crise énergétique qui dure, un État qui doit constamment combler le vide, mauvaise gouvernance... Analyse d'un secteur en faillite symbolisé par la Jirama.**



Hilda Hasinjo et Andriamanambe Raoto



Nirilanto Ramanamisata

Les habitants du quartier d'Ankazotokana s'affairent à préparer le dîner lorsque, tout d'un coup, un «*oh!*» de surprise et de colère se fait entendre. Tout le quartier est privé d'électricité. Et quelques personnes sortent de leurs maisons ou regardent par la fenêtre pour guetter quels autres lieux sont touchés. Au loin, on voit qu'Ankatso, Ambanidia, une partie d'Analakely et d'Anjanahary sont aussi dans le noir le plus total. Une triste habitude...

**ENTRE LES USAGERS ET LA JIRAMA** (la Compagnie nationale d'eau et d'électricité de Madagascar) le courant ne passe plus depuis bien longtemps. La compagnie est devenue une dépendieuse usine à gaz, un tonneau des Danaïdes avalant les deniers publics à un rythme effréné. Les subventions que l'État lui alloue, corsettent

l'économie malgache. «*Les difficultés opérationnelles et financières, liées à des problèmes de gouvernance, freinent la croissance économique et perturbent l'exécution du budget*», avait stipulé l'administrateur pour Madagascar du Fonds monétaire international (FMI) dans un rapport de mission, en août. La population doit endurer ces calvaires énergétiques. Les seules explications qui lui sont fournies, sont soit l'insuffisance du niveau de l'eau qui irrigue les barrages hydrauliques d'Andekaleka ou de Tsiazompaniry, soit les pénuries de carburant, alors que la facture pétrolière de la société ne cesse de grimper. Il y a toujours des excuses, mais les problèmes de

bénéficient d'un raccordement au réseau national. «*Nous ne pouvons pas tout faire en un claquement de doigts, même si tout le monde voudrait que cela soit ainsi. Les dirigeants qui se sont succédé, n'ont jamais établi de vision sur le long terme. Ils n'ont jamais vraiment investi dans des infrastructures durables. Nous en payons le prix maintenant*», regrette Mohamed Rachidy, conseiller spécial du président de la République et président du Conseil d'administration (PCA) de la Jirama. Bénéficiaire de près de 200 millions de dollars au départ de Lahmeyer International en 2009, comment cette compagnie a-t-elle périclité à ce point, en moins d'une décennie? Certes, le chiffre d'affaires est passé de 146 millions (2013) à 155 millions de dollars (2015), concomitamment les charges d'exploitation ont bondi de 185 millions à 204 millions de dollars. L'État doit jouer systématiquement les pompiers de service alors que le faible niveau des tarifs ne permet pas de mobiliser les capitaux. «*Les subventions allouées sont énormes et dépassent même le budget de fonctionnement de certains ministères*», analyse Andriampeno Ramiliarison, membre du Cercle de réflexions des économistes de Madagascar (Crem). Les subsides accordés à la société d'État ne sont plus envisageables au risque de mettre en péril le programme de la Facilité élargie de crédits (FEC) obtenue auprès du FMI. La demande de rallonge de 40 milliards d'ariary en octobre – en sus des 300 milliards d'ariary inscrits initialement dans le budget 2016 – a fait sortir de ses gonds Patrick Imam, le représentant résident du Fonds. «*Le déficit en énergie nous coûte des points de croissance chaque année*», souffle Andriampeno Ramiliarison.

**Si tous les ministères daignaient au moins payer leur facture d'électricité, cela aiderait la compagnie à se passer d'une grande partie de ses subventions.**

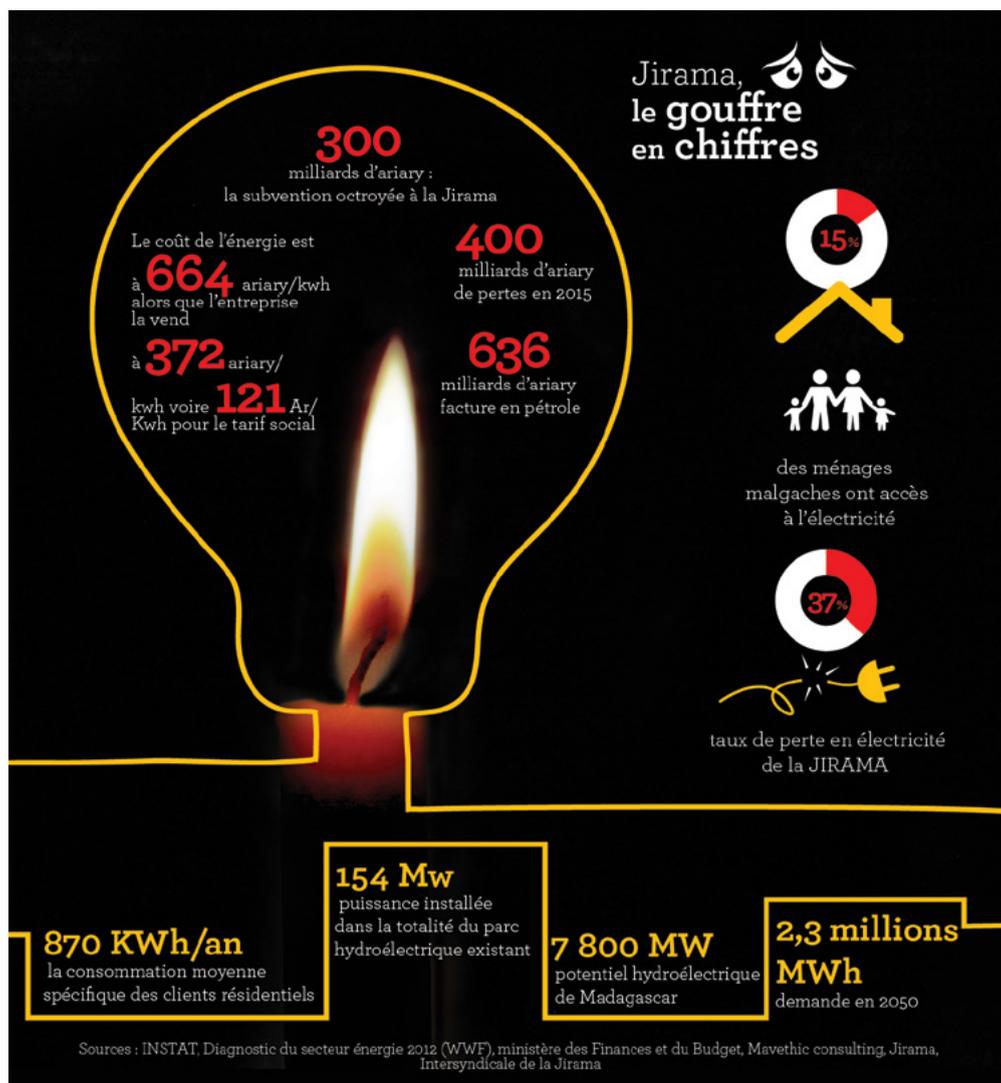
### **des réformes en pagaille**

Les plans de réformes du secteur énergie sont légion. L'on ne recense pas moins de neuf programmes concernant la Jirama comme la mise en œuvre du Plan d'amélioration de la gestion, l'adoption du nouvel organigramme et sa mise en place, la signature d'un contrat plan entre l'État et la Jirama, la constitution d'un stock de sécurité garantissant le fonctionnement pendant 15 jours en 2017 pour garantir la qualité des services...

fond sont rarement soulevés. Depuis la campagne présidentielle de Hery Rajaonarimampianina, de l'eau a coulé sous les ponts, mais rien n'a fondamentalement changé. En janvier 2014, il avait déclaré *urbi et orbi*, devant un parterre de journalistes, qu'en trois mois il allait résoudre le problème du délestage en brandissant fièrement trois doigts. En trois ans, c'est une autre trinité qui foudroie les clients de la Jirama : le délestage, la mauvaise qualité des services et la hausse des factures.

**DU CÔTÉ DE LA PRÉSIDENTENCE**, l'on tente d'expliquer les raisons de cette déclaration enflammée qui sonne aujourd'hui comme ironique pour les quelque 15% de Malgaches qui

**LE SECTEUR PRIVÉ SOUFFRE** également de la carence chronique en électricité. La Jirama n'est plus en mesure de répondre à la demande de nouveaux branchements, estimée à 26 000 clients, en attente depuis 2014. Dans le *Doing Business 2017*, Madagascar est classé avant-dernier sur 186 pays, dans le registre du «*raccordement à l'électricité*». Cette défaillance freine les ardeurs des investisseurs. En effet, pour une grosse unité industrielle comme la Star, l'énergie représente 20 milliards d'ariary, soit 5% du chiffre d'affaires hors taxes et près de 13% du prix de revient industriel. Le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA) – où se concentre le principal tissu économique du pays – est particulièrement sous tension. Il recense les deux grandes zones industrielles du pays, Antananarivo et Antsirabe. Dans le Document de politique industrielle de Madagascar (2014),



Mireille Ramilisoa Ratoaveloson et Olivier Donat Andriamahefaparany expliquent que « les tarifs des heures de pointe sont trop élevés et non adaptés aux industriels qui sont censés faire tourner leur usine 24h/24h et 7 jours sur 7 jours ».

**LES MAUX DE LA JIRAMA** ont des origines diverses. Les réponses sont multiples et les enjeux se dessinent sur plusieurs tableaux. Sur le volet technique, les pertes sont abyssales. Celles liées au transport de l'électricité atteignent 25%, si le seuil international toléré est de 15%. Par ailleurs, les pertes dites « non techniques » – généralement dues aux vols de courant – tournent autour de 15% de l'énergie produite. Même le grand argentier de l'État, Gervais Rakotoarimanana, en a perdu son latin. « Des pertes inexplicables coûtent 20 milliards d'ariary chaque mois », révéla-t-il en début octobre. Pourtant, l'opération de ratisage menée en 2015 avait permis de mettre le grappin sur des voleurs de courant. À l'époque, le Premier ministre Jean Ravelonarivo voulut

revêtir ses habits de héros en exigeant que les auteurs des méfaits soient identifiés et présentés au public. Les agents de la Jirama, accompagnés par ceux du Bureau indépendant anti-corruption (Bianco), s'étaient attelés pour débusquer les fraudeurs. Grande fut la surprise en découvrant que des boutiques ayant pignon sur rue, des centres commerciaux ou encore des unités industrielles bien établies étaient en infraction. La liste a été remise au Premier ministre, mais il ne fit rien. L'initiative est restée lettre morte. Il faut dire que la plupart des établissements concernés avaient des connexions avec des personnes haut placées, comme ce centre commercial flambant neuf qui a bénéficié d'électricité gratuite pendant trois mois. La publication de la fameuse liste aurait pu dissuader les futurs fraudeurs de passer à l'action. Le même inventaire est actuellement entre les mains du Premier ministre Olivier Mahafaly. À Ambositra, le 18 septembre, le numéro Un du gouvernement avait tonné : « Nous allons bientôt publier la liste de ces personnes qui contribuent

à faire sombrer le pays. Avec le Président de la République, nous interviendrons pour déceler les problèmes ». Tout comme ce discours, un projet de décret de lutte contre la fraude de l'électricité – dans les petits papiers de l'Exécutif – demeure sans suite.

**À CES DÉRIVES S'AJOUTENT** les impayés de l'Administration, qui – selon des sources informées – s'établiraient à près de 160 milliards d'ariary en 2015. Le taux de recouvrement est à peine de 40%. Pis, 37% de l'énergie produite n'est pas facturée. Depuis le début de l'année, les ministères et les établissements publics malgaches doivent déjà près de 15 milliards d'ariary à la société nationale. « À l'époque de Lahmeyer International, les dirigeants de la Jirama n'avaient pas de scrupule à couper l'électricité des mauvais payeurs dans les ministères sans que cela n'offusque personne. Aujourd'hui, il est quasiment impossible de le faire sans provoquer des remous », explique une source qui veut garder l'anonymat. Lors de la grève de l'intersyndicale de la compagnie en 2015, les employés avaient prévu de priver d'électricité les ministères des Finances et du budget, de l'Énergie, des Hydrocarbures, celui de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Ce qui donne déjà un aperçu de la liste de ces mauvais payeurs alors qu'au moindre retard de paiement de leur facture, les abonnés voient leur courant coupé dans la foulée. Certains fournisseurs d'énergie devront s'acquitter de plusieurs milliards d'ariary de pénalités, mais comme ils entretiennent des relations « cordiales » en haut lieu, ils usent et abusent de leur pouvoir pour dissuader la Jirama de réclamer ses dus. Si tous les ministères daignaient au moins payer leur facture d'électricité, cela aiderait la compagnie à se passer d'une grande partie de ces subventions. Actuellement,



## Énergies renouvelables, potentiel peu valorisé

Selon Mohamed Rachidy, PCA de la Jirama, ce qu'il faut actuellement au pays, c'est un projet structurant en ce qui concerne l'énergie. Dans cette optique, les énergies renouvelables sont les crédibles alternatives qui s'offrent au pays. Mais pour cela, il faut s'armer de patience. Leur installation peut durer quatre à cinq ans. « *La transition énergétique est en marche. Nous avons déjà une bonne dizaine de projets dans l'hydraulique* », explique-t-il. L'utilisation à temps partiel d'une centrale solaire permettrait à la Jirama de faire une économie de 30 à 50% de gas-oil. Globalement, le potentiel en énergie solaire est énorme. Selon les différentes études réalisées auparavant, Madagascar dispose d'une énergie incidente de l'ordre de 2 000 kWh/m<sup>2</sup>/an. Presque toutes les régions du pays ont plus de 2 800 heures d'ensoleillement annuel.



Quant au potentiel hydraulique, il est estimé à 7 800 MW. Seule 2,5% de cette ressource est exploitée. La construction de la centrale hydroélectrique d'Andekaleka, en 1982, a été le dernier grand investissement de la Jirama en termes de barrage. Le lancement des travaux du site de Sahofika devrait relancer les projets hydroélectriques. « *Ce projet financé par la Banque mondiale permettra de produire jusqu'à trois fois l'énergie disponible à Antananarivo actuellement* », conclut Mohamed Rachidy.

----- R.A.

la Jirama connaît une situation financière chroniquement déficitaire à cause des prix de vente de l'électricité qui sont très en deçà des coûts de production, et de l'insuffisance des revenus collectés. L'Exécutif avait autorisé une hausse tarifaire de 10% en juin et de 5% en août, mais cette tendance haussière ne suffira pas à équilibrer la situation financière et ne satisfait guère les bailleurs de fonds alors que la population est déjà exsangue.

**CES DYSFONCTIONNEMENTS** alimentent la « *nébuleuse Jirama* », comme le définit un employé de la société. Un système autour duquel gravitent de nombreuses personnes allant de simples agents, en passant par des opérateurs de toute nationalité, aux gros bonnets du régime. « *Cette galaxie vit aux dépens de la société. Elle s'enrichit sur son dos et n'est pas prête à lâcher le morceau* », glisse une source très bien informée au cœur de la société. Les chiffres mis en jeu donnent le tournis. L'un des exemples les plus emblématiques est la gestion complètement opaque des locations de groupes électrogènes. Alors que le pays dispose d'un important potentiel hydroélectrique (7 800 MW dont seuls 127 MW sont utilisés), solaire et éolien, la production d'électricité est assurée à 75% par un parc thermique de groupes électrogènes qui représentent des marchés juteux pour les fournisseurs. Le recours à ces générateurs « *off-grid* », à base de fioul et de diesel, génère un gouffre financier important. La fluctuation du prix du baril à l'international ne joue pas non plus en faveur de la société. « *Il est spécifié dans notre contrat avec les opérateurs pétroliers que si le prix à l'international augmente, nous devons payer le surplus. La dernière convention a été signée au moment où le prix du baril à l'international était encore à 33 dollars. Mais dernièrement, il a augmenté à 53 dollars. Nous avons dû nous acquitter de cette différence* », déplore Mohamed Rachidy. Gervais Rakotoarimanana regrette : « *Pour les carburants, malgré l'achat en grande quantité et les appels d'offres exigés, la Jirama paie le gas-oil plus cher que les prix à la pompe des stations-service* ». Pour cette année, le parc thermique pèsera à hauteur de 636 milliards d'ariary dans le budget de l'État, selon un rapport de la BAD que nous avons pu consulter.

**LE RECOURS AUX GÉNÉRATEURS** induit un effort financier lourd pour l'État, mais arrange bien la situation des fournisseurs qui s'enrichissent. L'énergie thermique est facile à mettre en place et est plus à même de répondre à des besoins précis. Certes, le coût d'investissement

pour l'installation par kW paraît moins cher, mais son exploitation devient avec le temps très cher sans oublier la pollution générée. Quand la capitale souffrait de délestages intenses, les pouvoirs publics ont dû mettre en place des générateurs fonctionnant aux énergies fossiles. Les contrats ont été le plus souvent adjugés à des noms bien connus sur la scène économique locale. « *La plupart de ces générateurs sont d'occasion. Certains ont été hors d'usage, mais ranimés par des agents de la Jirama sous la pression de leur hiérarchie qui a été grassement rémunérée par les propriétaires/loueurs* », comme nous le décrit notre source. L'analyse est sans équivoque : durant la durée totale de location, qui est renouvelable indéfiniment, les coûts de location pourraient payer des groupes neufs de même puissance. Aussi incroyable que cela puisse paraître, ces marchés sont attribués dans le cadre d'appels d'offres restreints. Ce, afin de pouvoir les confiner et les contenir à des entreprises « *habituées* » à décrocher ce type de transaction. Leur liste est disponible sur le site de la compagnie, mais il faut creuser un peu pour découvrir ceux qui se cachent réellement derrière ces sociétés, au nom parfois obscur, qui côtoient les plus connus. Ainsi, Casielec, Sermad, Power and Water... trônent aux côtes de Symbion Power ou d'Enelec. Certaines d'entre elles ne sont que des sociétés écran derrière les-

quelles se terrent des personnalités économiques ou même politiques. Pour pouvoir bénéficier de la FEC, la partie malgache avait promis qu'« *en attendant l'achèvement du plan d'investissement, le conseil d'administration de la Jirama a décidé de supprimer les procédures de gré-à-gré pour la fourniture d'énergie* ». Une promesse en l'air, au vu des transactions opaques qui ont encore cours. Certains contrats de location comportent une ligne qui interpelle forcément : « *la Jirama n'a pas le droit d'acheter le groupe* », peut-on lire sur un document que l'on a pu se procurer. D'autres dispositions assignent la majeure partie des risques et des responsabilités à la Jirama et le fournisseur ne fait qu'établir la facture et l'encaisser mensuellement. Pour faire simple, c'est comme si le fournisseur mettait en location une voiture. La Jirama doit prendre en charge le carburant, l'entretien, payer l'assurance, rémunérer le chauffeur, etc. À la fin du mois, le prestataire n'aurait qu'à toucher le chèque. Le scénario idéal pour la compagnie nationale serait la vente-location ou vente à crédit pour qu'à la fin du contrat, les groupes lui reviennent. Mais les intérêts en jeu sont énormes pour que ce choix se fasse dans les prochaines années. Dans le cadre de ces histoires de trafic, de malversation ou de corruption, plus d'une quarantaine d'agents de la Jirama avaient déjà été traduits devant la Chaîne pénale anti-corruption, ils ont toujours



## des VUES & des OPINIONS

### — Que pensez-vous des déboires actuels de la Jirama? —

**Fredy RAJAONERA, Président du  
Syndicat des industries de Madagascar  
(Sim)**

*Les délestages et le déficit de la trésorerie de la Jirama sont autant de charges qui alourdissent le décollage économique du pays. La mauvaise qualité de l'approvisionnement en énergie ne fait que bloquer son développement. Le problème dure depuis des années, mais les dirigeants n'arrivent pas à trouver les solutions idoines jusqu'à maintenant. Les entraves au développement industriel sont réelles. L'énergie ou son déficit, ne doivent pas devenir un obstacle trop encombrant. Un développement industriel sans énergie est inconcevable. H.H.*

**Martin HOFMANN, chargé de  
programme de GIZ**

*85% de la population n'ont toujours pas accès à l'électricité. Les entreprises qui en bénéficient, doivent affronter les délestages fréquents d'où leur insatisfaction. L'instabilité dans le secteur empêche les investissements et le développement socioéconomique du pays. La situation actuelle est compliquée. En même temps, le secteur de l'énergie est très complexe aussi. Pour améliorer la situation énergétique, plusieurs étapes sont nécessaires. Ces dernières années, le gouvernement malgache a entrepris beaucoup d'efforts en vue d'améliorer le secteur. Des réformes ont été lancées et l'intégration du secteur privé a été renforcée. Beaucoup d'appels à projet sont en cours et des investissements privés, qu'ils soient nationaux ou internationaux, ont été mobilisés. Nous sommes sur la bonne voie. Cependant, cela demandera beaucoup de temps jusqu'à ce que les principaux clients voient des impacts concrets. La Nouvelle politique énergétique (NPE) a été adoptée vers fin 2015. Ce sera le plan à suivre pour Madagascar. Nous sommes dans la phase de mise en œuvre de cette politique. R.A.*

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

réussi à passer entre les mailles du filet malgré des dossiers solides et bien ficelés. Il faut dire que le réseau est très bien structuré et que personne n'a intérêt à ce que la pyramide s'effondre. Ce jour-là, un grand cataclysme bouleversera le système. Malgré les multiples relances, Nestor Razafindririaka, Directeur général de la Jirama, et Guy Andriambololo-Nivo, conseiller technique du Président en charge de l'assistance technique dans le domaine de l'énergie, n'ont pas voulu accorder d'interview pour commenter cette situation.

**POURTANT, CES COLLUSIONS** plombent la Jirama et Madagascar tout entier. Les autorités promettent quelques solutions (voir encadré) car le déficit bride l'économie malgache. Hyacinthe Befeno, membre du Collège des conseillers économiques du Président annonce la mise sur le marché de 13 centrales hydroélectriques «*qui fourniront près de 1 000 MWA, soit le double de la consommation actuelle, dans les deux, trois ou cinq ans à venir*». Mais il serait déjà peut être trop tard. «*Seule la privatisation sauvera cette compagnie. Contrairement à ce que l'on entend, le processus ne fera pas forcément grimper les prix. A contrario des services publics, le secteur privé saura dompter les coûts de production, tempère Andriampeno Ramiliarison. D'ailleurs, plus de 50% de la production est déjà assurée*

*par le privé*». Pour éviter cette solution extrême, un *aggiornamento* en profondeur – non plus des actions superficielles – doit être mené. L'Exécutif ambitionne de «*faire de la Jirama une compagnie viable sur le plan opérationnel, capable d'auto-financer ses opérations, y compris les dépenses de maintenance d'ici 2020. La stratégie visant à améliorer la situation financière de la compagnie est centrée sur l'accroissement des recettes et la réduction des coûts*». Les réformes du secteur initiées au début de l'année 1999, en vue de son redressement et de son développement, n'ont pas porté leurs fruits car les différents textes adoptés à cet effet sont insuffisamment appliqués.

C'est surtout un volontarisme politique qui fait défaut jusqu'au plus haut sommet de l'État car la Jirama navigue à vue depuis quelques années. Elle déplace son énorme masse à l'aveuglette dans le noir, à l'image du service qu'elle fournit. Le président de la République a l'interrupteur entre les mains, à lui de l'appuyer pour que cette vaste mascarade cesse. Il s'agit aussi d'encourager et de vulgariser les initiatives en faveur de l'énergie renouvelable pour que la Jirama et la Grande île cessent de broyer du noir. **P**

Note des éditeurs: Les données des contrats sont disponibles sur [www.jirama.mg/templates/docs/Cout\\_d\\_achat\\_06\\_2016.pdf](http://www.jirama.mg/templates/docs/Cout_d_achat_06_2016.pdf) et la liste des opérateurs privés sur [www.jirama.mg/templates/docs/Liste\\_Operateurs\\_1erSemestre2016.pdf](http://www.jirama.mg/templates/docs/Liste_Operateurs_1erSemestre2016.pdf). L'enquête a été réalisée de janvier à mi-septembre.



### pour aller plus loin



#### À lire

- *Diagnostic du secteur énergie à Madagascar* par WWF Madagascar
- *Énergies durables pour tous les ménages, les collectivités et les entreprises* par Amédée Mamy Tiana Randrianarisoa, téléchargeable sur [www.fes-madagascar.org](http://www.fes-madagascar.org)
- *Étude sur l'énergie à Madagascar* par Dr Amélie Voninirina et Saminirina Andriambelosoa (Créam et Sonapar)



#### À voir

- Barefoot college - «*enfants du soleil*» sur YouTube



#### À consulter

- L'accès à l'électricité: [donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS](http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS)

# L'intégration régionale est-elle pour l'instant **nécessaire** à Madagascar ?



**Vincent RAKOTOARISON,**  
membre du Forum des Idées de Gauche à Madagascar

*Il n'est plus question de remettre en cause le fait que Madagascar a adhéré aux organisations régionales. Néanmoins, cela n'ôte pas le fait que nous ne nous sommes pas préparés économiquement et industriellement à les intégrer. Dans cette optique, le gouvernement doit rétablir une vision bien précise dont le contenu, les principes et les priorités sont clairement énoncés dans les politiques sectorielles adaptées. L'intégration régionale constitue un phénomène en marche. Par conséquent, Madagascar ne devrait plus se contenter uniquement de « consommer » mais il doit aussi préparer les infrastructures nécessaires à la production pour qu'il puisse avoir sa place dans la SADC, le Comesa ou les autres organisations. Pourtant, les réalités économiques actuelles à Madagascar soulèvent la question de savoir si le pays a bien fait de prioriser l'accueil de ces divers sommets même si ce sont des opportunités qu'il faut saisir.*



**Freddie MAHAZOASY,** vice-président de l'Assemblée nationale pour la province d'Antsiranana

*La tendance à l'international est celle de la multiplication des accords d'intégration. C'est un fait et une situation bien établie. Cependant, il est nécessaire d'ouvrir ses frontières de manière intelligente et de bien négocier les dialogues dans le cadre de ces derniers. J'estime qu'il faut renforcer les discussions autour des secteurs sensibles qui doivent être « protégés ». Mais se pose alors la question de la compétitivité de la partie malgache : est-ce le cas ? C'est sur cette notion fondamentale qu'il est primordial de mettre l'accent. Les industries locales doivent être compétitives, le débat n'est plus sur l'opportunité ou non d'avoir intégré ces organisations régionales. Dans cette dynamique, il est impératif que le mouvement des flux financiers soit facilité. L'argent est le nerf de la guerre, les contrôles doivent être rapides. Ce sont autant d'éléments à considérer pour que la Grande île soit performante.*

Chaque numéro de Politika est une occasion pour les citoyens de se prononcer sur un sujet



**Pr. Herinjatovo RAMIARISON,** économiste

*Dès que l'on évoque la question d'ouverture de marché, l'aspect de la concurrence entre en compte. La loi du marché est implacable, les plus forts dominent souvent. En bout de chaîne, cela peut nuire à des industries non concurrentielles. Pour pouvoir satisfaire les demandes, suite à l'extension des zones d'échanges, il importe d'asseoir une forte capacité de production. Personnellement, je crois que l'on devrait voir l'aspect « dynamique » de tous les accords que nous avons ratifiés. Nous devons avoir des mesures techniques adéquates pour maintenir de manière constante le développement industriel. Pour Madagascar, le climat des affaires ne permet pas aux entreprises de se développer et d'avoir une bonne capacité de production. Le contexte socioéconomique fait que le pays n'est pas encore suffisamment armé pour jouer pleinement dans le jeu de la libéralisation requis par ces accords régissant les marchés régionaux.*



réagissez sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

# Les **jeunes**, acteurs de la **consolidation** de la **paix**



**Mandaniarivo Rabekoto** est étudiante en Master I en relations internationales et sciences politiques au sein de l'École des hautes études internationales et politiques. Passionnée par les voyages – d'où le choix de faire des études en relations internationales – et l'histoire, elle a été stagiaire au sein du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) à Madagascar. Elle a intégré l'équipe de la consolidation de la paix, ce qui lui a permis d'appréhender les enjeux liés à ce thème.

**L**a consolidation de la paix est une expression encore méconnue des Malgaches.

C'est un processus politique qui consiste à prévenir les conflits et à favoriser la restauration de la paix après une guerre ou un conflit armé. Par extension, elle tend à prévenir les crises et est rendue possible, entre autres, par l'implication de tous les acteurs. Les femmes et les jeunes sont généralement les plus vulnérables et les principales victimes lors des conflits. La consolidation de la paix vise expressément à les intégrer dans le processus d'instauration de la paix afin d'en garantir la durabilité. Le contexte malgache est particulier. On pourrait s'interroger sur l'utilité de sensibiliser les jeunes et les femmes malgaches sur la consolidation de la paix puisqu'à première vue, Madagascar n'est pas un pays en guerre ou en situation de post-conflit. La Grande île fait face à des conflits latents qui présentent des risques d'embrasement : comme le problème des dahalo ou celui de l'insécurité en zone urbaine.

L'un des éléments de notre culture est marqué par l'exclusion des jeunes du processus de prise de décision. Ceci est un handicap qui nuit au développement. Selon moi, les aînés ne seront pas là éternellement et devront un jour passer le flambeau aux jeunes. En les mettant de côté, en les ménageant ainsi, cela ne les aide guère à grandir, ni ne leur donne le sens de la responsabilité. Le

problème actuel est que les aînés n'accordent pas cette indépendance et cette confiance aux jeunes, trop souvent perçus comme étant des « trouble-fêtes ». Un grand moyen de les encourager à s'engager dans la consolidation de la paix et la lutte contre l'insécurité serait de reconnaître leur place dans la société et de les responsabiliser. La promotion et la vulgarisation de la culture de la paix sont nécessaires à ce processus.

Les aînés doivent donc apprendre à accorder un rôle aux jeunes au sein de la société en encourageant les initiatives et actions qu'ils entreprennent,

tout en les incluant dans les processus de prise de décision. Comment cela pourrait-il se faire ? Un premier pas dans la responsabilisation serait de les mettre à la tête d'un réseau destiné à lutter contre la violence. Les composantes seraient des jeunes issus de différents horizons afin de sensibiliser leur pair par rapport à leur engagement dans la consolidation de la paix.

Il est nécessaire d'encourager les échanges entre les forces de

l'ordre, les autorités et les jeunes afin d'avoir le point de vue de chacun sur des problématiques du quotidien. En outre, je pense qu'il est important d'inciter les jeunes à briser l'omerta sur les différents éléments ou personnes perturbateurs dans leur entourage. C'est un premier pas vers une prise de responsabilité et dans la lutte contre l'insécurité et l'instabilité.

La consolidation de la paix ne nécessite pas d'être en situation de guerre ou de post conflit. La paix est la base de toute chose. On ne peut développer un pays sans paix. Sans paix, il n'y a pas de stabilité et sans stabilité, nous ne pourrions nous développer. **P**

**Les femmes et les jeunes sont généralement les plus vulnérables et les principales victimes lors des conflits.**



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur



*citoyenneté et culture*

## Chanter rime avec s'engager

**Vecteur d'idées et moyen privilégié d'exprimer un engagement, la chanson veut être un déclencheur de changement dans la société. Tour d'horizon en musique.**



Andriamanambe Raoto

« **H**ow many roads must a man walk down/Before you can call him a man... ». À l'image de l'homme qu'il décrit dans cet opus emblématique, Bob Dylan en a fait du chemin avant d'être couronné Prix Nobel de Littérature 2016. C'est une grande première pour un musicien qui est le dépositaire patenté de la musique populaire. Bob Dylan a fracturé les limites entre la poé-

sie et la littérature pour faire de la musique un médium à part entière.

**EN AOÛT 1963**, lors de la marche de Washington, où King prononce son célèbre discours *I have a dream*, Bob Dylan interprète *Blowin' in the wind*, la première chanson de révolte moderne à être diffusée à une échelle planétaire. « *S'engager relève d'une question épineuse. Foncièrement tous les Hommes doivent avoir une conscience citoyenne. Les artistes,*

*notamment les chanteurs, ont cet avantage de pouvoir traduire leur réflexion en actions* », nous partage Sariaka Rabearivony, médiatrice culturelle. De tout temps, la chanson a accompagné les révolutions et vice-versa. En France, au 18<sup>e</sup> siècle, la chanson révolutionnaire et la chanson de lutte sont marquées idéologiquement, que cela soit dans leur contenu dénoté (L'Internationale) ou dans leur contenu connoté (Le temps des

Cerises). Même les *kalon'ny fahiny* – genre musical malgache propre à l'Imerina – étaient des vecteurs de communication, donc de résistance, durant la colonisation. «*Derrière leurs histoires d'amour, qualifiées de platoniques, sommeillaient des messages nationalistes profonds*», décrit notre interlocutrice. «*Les artistes ont un pouvoir. Ils peuvent changer le monde*», avance Patrick Johannès, alias Doubl'Enn, figure tutélaire du rap malgache.

**À PARTIR DES ANNÉES 60**, les idées politiques des auteurs commencent à se refléter dans les chansons. Les porte-drapeaux sont Bob Dylan, Joan Baez, John Lennon, Bruce Springsteen, Jean Ferrat, Georges Brassens ou encore Léo Ferré. Suivre les traces de ces géants de la musique engagée impose de faire des choix de carrière. «*Il y a l'artiste citoyen et l'artiste professionnel, compare Sariaka Rabearivony. Le citoyen adopte des parti pris sur des thématiques sociétales, le professionnel vit de son métier, à travers les tournées par exemple*». Les deux sont rarement compatibles car l'engagement est confiné dans des espaces restreints. «*La scène underground est riche, mais les artistes y évoluent en vase clos. Ils ne s'adressent qu'à des initiés, ce qui limite forcément les échos de leur message*», regrette Sariaka Rabearivony. Néanmoins, Doubl'Enn estime que «*le problème réside dans le déficit de communication. Ces artistes n'ont pas forcément les moyens de faire des matraquages de leurs œuvres*». La diffusion (abusive) de clips dans les médias, moyennant rétribution financière, est devenue le moyen pour les artistes de devenir célèbres. Si bien que si on n'en a pas la capacité, il est difficile de se frayer un chemin.

**DURANT LE MOUVEMENT** étudiant de 1972, l'art, notamment la poésie et la chanson, a joué un très grand rôle de cataly-



## endiguer la dépolitisation, en chanson

La musique serait-elle le remède pour arrêter la dépolitisation inexorable des jeunes ? «*Consciemment ou inconsciemment, l'on écoute toujours de la musique. On y est exposé en permanence*», soutient Sariaka Rabearivony. Doubl'Enn, avance même que «*certaines œuvres font et défont des régimes*». La chanson possède un sacré pouvoir subversif, certains artistes sont des leaders d'opinion incontestables. Ainsi, le magazine *Times* place Bruce Springsteen parmi les leaders d'opinion les plus influents aux États-Unis. Sur le continent africain, Tiken Jah Fakoly (Côte d'Ivoire) et Lapiro de Mbanga (Cameroun) ont – ou ont eu – une incidence notable dans leur société. Au Sénégal, le collectif «*Y'en a marre*», un groupe de jeunes rappeurs, a été le fer de lance de la contestation anti-Wade qui a débouché sur la non-élection de l'octogénaire en 2012. «*Au lieu de tout casser dans des émeutes, servez-vous du vote comme d'une arme et mobilisez-vous, au quotidien. Comme des citoyens que vous êtes*», avait exhorté le rappeur Keyti Melakh, un des membres du mouvement, lors du Forum des Idées de Gauche à Antsirabe en avril. Ce réveil citoyen, à travers l'art, est un bel exemple de «*politisation*» des jeunes qui votent de moins

en moins et ont une méfiance croissante envers les discours des gouvernants. La chanson, quelle que soit sa forme, est un outil puissant susceptible de transmettre l'espoir à la jeunesse par rapport aux verbes des hommes politiques qui se drapent de morale ou qui revêtent un ton inadéquat.

----- R.A.



seur d'idées. «*Le groupe Ny Andry apprend aux leaders Zwam (jeunes déshérités issus des bas quartiers) à penser et à se débarrasser de l'idéologie western à acquérir une conscience politique*», note Jean Roland Randriamaro dans l'ouvrage *L'esclavage à Madagascar, Aspects historiques et résurgences contemporaines* (1996). Des poésies poignantes comme «*Akata an-tanàna*» (guérilla urbaine) d'Ondatindroy ou encore le chef d'œuvre de la musique prolétarienne «*Ampitapitao*» – signée par Tsilavina Ralaindimby, Bory et Dadafara – marqueront de leur sceau cette période fascinante de l'histoire contemporaine malgache. Mahaleo, un groupe devenu légendaire, est la tête de pont de

1972. Dama, aime à rappeler qu'«*il n'y aurait pas eu de Mahaleo sans 1972*». Les graines de la conscience politique semées à l'époque porteront leur fruit même des années après. Alors, que reste-il de cette période glorieuse ? «*Le mouvement de 1972 était les prémices d'une plus grande révolution avant qu'il n'explose au vol*», glisse Sariaka Rabearivony. Si dans les années 70, les concerts vakisaova étaient organisés pour recueillir des fonds et pour conscientiser, les formes d'engagement ont aujourd'hui changé. L'on milite actuellement plus sur l'humanitaire et sur l'environnement (Théo Rakotovoao, Rajery...), le volet politique est quelque peu délaissé. Une vraie fausse note ? **P**

### les chansons à texte font recette

Les chanteurs de «*vazo miteny*» – chansons à texte – ont quelque peu repris les flambeaux des artistes engagés. Dans le sillage de Mahaleo, Rastefa a proposé un mix entre folk et horija betsileo avec des textes incisifs qui parlaient de la vie quotidienne. D'autres artistes, comme Samoela – qui a su transformer ce genre musical en succès commercial – Ifanhy ou Princio pour le plus récent se sont engouffrés dans la brèche laissée entrouverte depuis les années 70.

les citoyens de demain

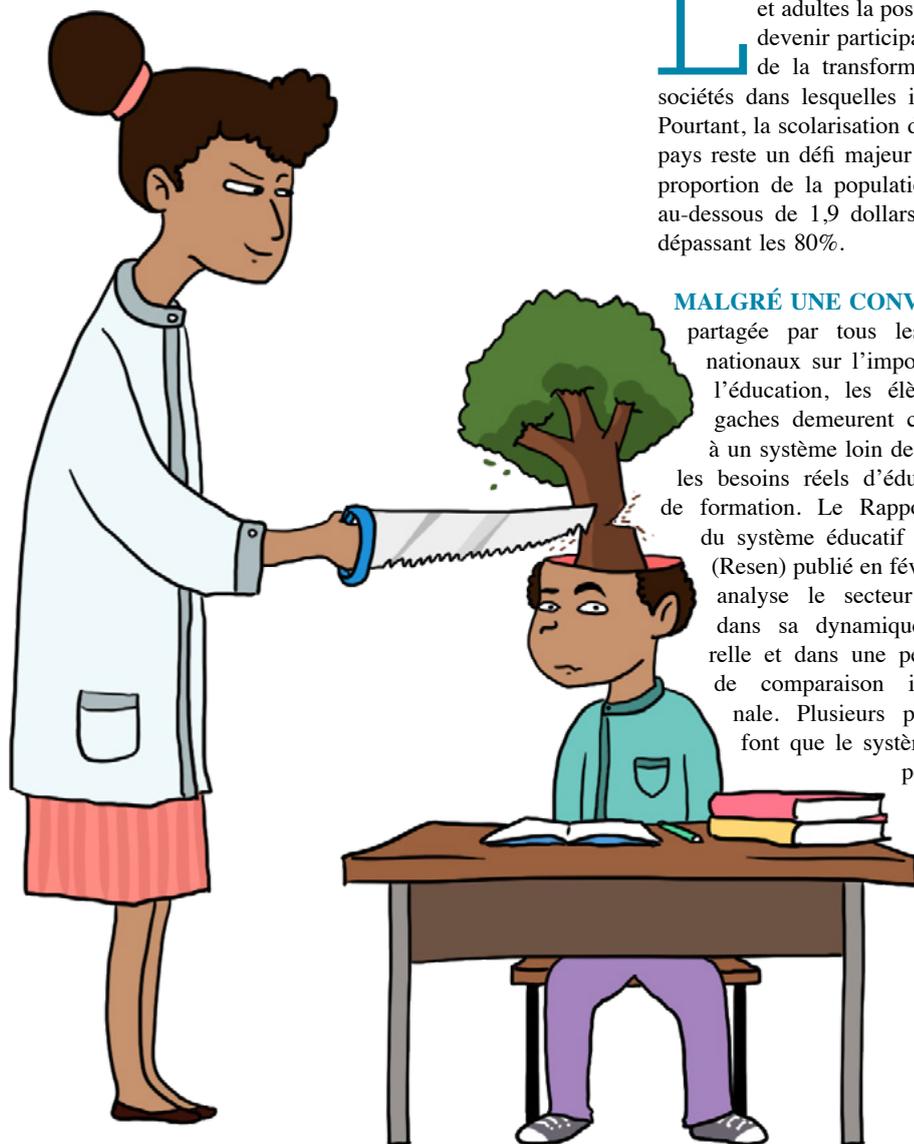
# Les défis du système éducatif malgache



Tantely Rakotomalala



Catmouse James



**Les plus jeunes d'aujourd'hui seront nos forces vives de demain. Ils étaient au nombre de 12,761 millions à être en âge scolaire en 2015, soit plus de la moitié de la population.**

L'éducation doit être cet outil qui offre aux enfants et adultes la possibilité de devenir participants actifs de la transformation des sociétés dans lesquelles ils vivent. Pourtant, la scolarisation dans notre pays reste un défi majeur avec une proportion de la population vivant au-dessous de 1,9 dollars par jour dépassant les 80%.

**MALGRÉ UNE CONVICTION** partagée par tous les acteurs nationaux sur l'importance de l'éducation, les élèves malgaches demeurent confrontés à un système loin de satisfaire les besoins réels d'éducation et de formation. Le Rapport d'état du système éducatif malgache (Resen) publié en février 2016 analyse le secteur éducatif dans sa dynamique temporelle et dans une perspective de comparaison internationale. Plusieurs paramètres font que le système actuel peine à

produire des progrès plus importants. Parmi les causes, l'on pourrait citer le contexte sociopolitique, la faible performance de l'État en matière de prélèvement des recettes ou encore la perception négative de l'école par les parents et les enfants. Même si les effectifs d'enfants scolarisés à tous les niveaux de l'enseignement ont connu une large augmentation, l'achèvement du niveau primaire demeure un défi avec un taux d'accès en CM2 de près de 69% uniquement en 2014, résultant des abandons fréquents des cours. À ce stade, notre pays reste encore loin de l'objectif d'une scolarisation primaire universelle.

**QUANT AU BUDGET ALLOUÉ** par le gouvernement, hormis la baisse significative des dépenses d'investissement, le paiement des salaires accapare une grande partie des dépenses courantes, laissant peu de marges de manœuvre à celles indispensables à la qualité des services en milieu scolaire. Les rémunérations des employés fonctionnaires et non fonctionnaires représentent 84,2% de l'ensemble des dépenses courantes des trois ministères en charge de l'éducation, en 2014. Il est vrai que le nombre d'enseignants non fonctionnaires (FRAM subventionnés et non subventionnés) a connu une expansion rapide afin de combler l'insuffisance des instituteurs et faire face à l'augmentation des effectifs des élèves et au départ à la retraite des fon-

tionnaires en poste. Mais si cette mesure pallie un manque en quantité, la qualité aura encore un long périple devant elle. Une enquête sur la qualité des prestations de services d'éducation (*Service Delivery Indicators*) menée à Madagascar en 2015, fait état d'une situation alarmante. En effet, nonobstant la question sur la compétence des enseignants, leur taux d'absence reste élevé dans le secteur public et se traduit par une perte journalière de 40 minutes d'enseignement pour les élèves, soit une perte de 52 jours dans l'année scolaire, représentant presque le tiers des horaires annuels. La scolarité en elle-même représente déjà une dure épreuve physique et psychologique pour les enfants qui, souvent en situation de malnutrition, avalent pour certains plus de 30 minutes de trajets par jour entre leurs domiciles et les établissements.

**LES MÉNAGES** contribuent de façon significative à l'effort national d'éducation, au-delà du financement étatique. On estime qu'en 2012, ils ont consacré jusqu'à 386 milliards d'ariary au financement des dépenses scolaires globales dont 54% au profit des élèves du primaire (malgré la gratuité de ce niveau d'enseignement) et 25% allouées aux collégiens. Au total, pour l'ensemble des niveaux d'enseignement, les familles supportent 40% des dépenses courantes nationales d'éducation. Comparée aux pays africains, cette proportion est légèrement inférieure à 0,97 fois de la moyenne. Quant aux études supérieures, seuls 20 étudiants sur 100 inscrits en 1<sup>ère</sup> année obtiennent le diplôme préparé. L'accès en 1<sup>ère</sup> année reste particulièrement sélectif dans les universités publiques où sur 100 étudiants, seulement 56 par-

viennent à la 2<sup>e</sup> année. Les abandons demeurent fréquents et sont accentués au fur et à mesure que les étudiants passent d'un niveau à l'autre. Le déficit d'orientation et le manque de diversification des filières de formation professionnelle – en totale inadéquation aux mutations économiques du pays et aux besoins réels du marché de travail – sont à déplorer. Pour l'heure, les produits de notre système éducatif ne cessent de rencontrer des difficultés croissantes d'insertion dans la vie active. Hormis l'éducation, que pourraient espérer les enfants d'aujourd'hui pour disposer des meilleurs bagages pour la vie? En passant par une meilleure formation des professeurs, un vrai développement du « potentiel citoyen » des jeunes et une forte sensibilisation des communautés, l'éducation sera le centre névralgique de toute stratégie de construction de l'avenir. **P**

**le taux d'absence des enseignants [...] se traduit par une perte annuelle de 52 jours d'enseignement pour les élèves [...]**



**Andry RAVOLOLONJATOVO**

Directeur du système d'information du ministre de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la sauvegarde du Patrimoine

**“ Nous sommes en train de former une génération de suiveurs ”**

**Quel regard portez-vous sur le système éducatif actuel ?**

L'éducation est la base de la société. C'est une brique fondamentale dans la « construction » du citoyen. Elle permet également la transmission de valeurs et, intrinsèquement, de dissocier le « bien » et le « mal ». Elle est l'assise de l'édification de l'Homme.

**La politique malgache dans ce domaine est-elle efficace ?**

Elle n'est pas très efficace, soyons honnête. Ce qu'on propose aux élèves et aux étudiants est loin d'être en adéquation avec la réalité et les mutations profondes qui sont en train de s'opérer. Les *curricula* actuels sont bien trop généralistes à bien des égards. En ce qui concerne l'enseignement supérieur en parti-

culier, je ne pense pas que certaines filières puissent réellement préparer les étudiants à devenir des actifs efficaces ou des entrepreneurs inventifs. Il ne s'agit pas d'une critique gratuite mais j'estime que des programmes d'enseignement adaptés peuvent être proposés: par exemple ceux qui se basent sur les talents des Malgaches. Nous sommes habiles en ce qui concerne les travaux manuels, il faut donc promouvoir les filières y afférentes comme l'artisanat ou la vannerie. Le constat est simple: si l'on ne s'en tient qu'à ce système, nous ne formerons qu'une génération de suiveurs.

**Que suggérez-vous ?**

Il faut impérativement préparer une génération prête à l'action. Éducation doit

rimer avec action. Nous en apercevons déjà les germes avec le développement qualitatif et quantitatif des *start-ups* qui sont des incubateurs de créations ou les lieux d'apprentissage comme le Coder Dojo. Le programme scolaire est à mettre à jour pour qu'il soit plus pragmatique, plus réaliste et centré sur les besoins impérieux du marché, tout en façonnant l'Homme. Certains pays, comme les Philippines, ont décidé de mettre en route un cursus complètement centré sur l'aptitude technique. Le pays produit actuellement des techniciens qui œuvrent dans les quatre coins du monde. C'est un choix à faire. Madagascar ne doit pas rester en marge de la marche du monde.



Andriamanambe Raoto

# Pays cherche cours de culture générale



À 17 ans, **Randy Donny** commençait à publier des articles dans différents quotidiens malgaches parallèlement à des études d'histoire et géographie à l'Ecole normale supérieure. En 1996, il intègre la rédaction du quotidien L'Express de Madagascar puis rejoint Les Nouvelles en 2004. Il en deviendra le rédacteur en chef avant de quitter le journal en 2007. Randy Donny siège au sein du Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'état de droit (HCDDDED).

**L**e hasard de la vie, mais aussi et surtout les circonvolutions d'une carrière professionnelle sans autres ambitions que celles de se faire plaisir, ont amené l'auteur de ces lignes à Antsirabe, en 2007, pour diriger la filière de formation en Communication et Journalisme d'une Université catholique. Première décision, supprimer une matière qui sonne comme une intruse au milieu d'autres plus pointues: la «culture générale».

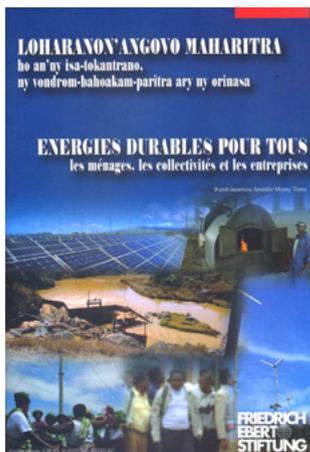
Comment peut-on enseigner à un individu ce qui va rester quand il aura tout oublié? Une culture générale ne s'acquiert pas en 20 heures de cours magistraux ponctués de QCM. Ne demandez surtout pas ce que signifient ces acronymes. Cela doit déjà faire partie de votre culture générale de Francophone. Comme ce sont les individus qui forment un groupe social, de la culture générale de chacun dépend donc le niveau général de culture d'une société, d'une Nation. Ainsi, l'on se demande si l'un des freins au développement de Madagascar ne relève pas finalement de la culture que l'Unesco (l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) désigne comme étant «*l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent un groupe social*». Si l'on ne prend pas garde, avec une population où une personne sur deux est analphabète, une fuite en arrière n'est pas à écarter.

Quand des victimes d'un vol de zébus - conséquence d'une culture figée depuis des siècles - l'élevage contemplatif, crient à la vendetta collective, c'est la culture de la justice qui quitte le prétoire pour retourner à l'âge des cavernes... Quand on vandalise un poteau électrique, un panneau de signalisation ou une poubelle publique, c'est que, quelque part, des gens ne sont pas passés par la case culture citoyenne... Quand des policiers tabassent un présumé coupable et que personne ne réagit, c'est que la culture des droits de l'Homme n'est pas encore ancrée dans les mœurs. Et pas seulement. Ailleurs, on pointe de doigt les vêtements de fourrure et le foie gras au nom du droit des animaux alors que dans les aires protégées malgaches, on continue à tuer des espèces protégées.

## Comment peut-on enseigner à un individu ce qui va rester quand il aura tout oublié?

La pauvreté n'explique pas tout. D'autant plus que le financement des Organisations non gouvernementales (ONG) s'avère être un tonneau des Danaïdes. Tout le monde cherche un emploi au lieu d'en créer par manque de culture entrepreneuriale. On vote, non pas pour une idée, mais contre quelqu'un parce que c'est ce qui reste de notre culture démocratique. Si les médias ne servent plus que comme des instruments pour régler des comptes, au niveau politique aussi bien qu'au niveau personnel, et qu'une uniformisation mettant l'accent au sensationnalisme et à la violence se banalise, c'est que, généralement, il y a un problème de cultures. Le niveau culturel d'une société, tout comme la culture générale d'un individu, ne saurait être élevée à coups de cours accélérés. Des efforts conscients et durables sont nécessaires afin qu'il puisse relever les nouveaux défis du monde moderne. **P**





## Énergies durables pour tous les ménages, les collectivités et les entreprises

En plein marasme énergétique local, l'énergie renouvelable est présentée comme étant la planche de salut. Ce *Policy paper* effectue un panorama complet sur les potentiels en ressources d'énergies renouvelables à Madagascar: le solaire/photovoltaïque, l'énergie hydraulique, la biomasse (bioénergies) et l'énergie éolienne. Cet inventaire exhaustif s'accompagne de données techniques intéressantes et éclairantes sur les réalités énergétiques locales.

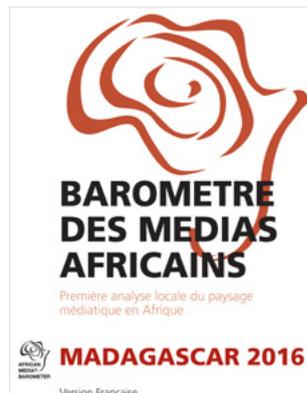
Dans ce *Policy paper*, l'auteur met notamment en avant que la capacité de régénération, avec ou sans intervention humaine, des sources d'énergie renouvelable est largement supérieure à sa consommation. Cette source d'énergie n'est pas néfaste au développement et peut être accessible économiquement et socialement à toutes les catégories d'acteurs. La publication s'intéresse également aux initiatives existantes.

Téléchargeable sur le site [www.fes-madagascar.org](http://www.fes-madagascar.org)

## Le baromètre des médias africains – Madagascar 2016

La cuvée 2016 du baromètre des médias africains confirme la nécessité de revisiter l'encadrement juridique des métiers de la presse et des libertés d'expression et d'information. La mise en place de l'organe d'autorégulation – comme les cadres législatifs le prévoit – contribuerait à garantir les valeurs fondamentales telles la liberté, l'indépendance, la transparence et le professionnalisme. Pour établir ce baromètre 12 panélistes issus des médias et de la société civile ont planché sur diverses thématiques sociétales liées à l'exercice de la presse à Madagascar et sur des critères préétablis. Le document permet de noter les points d'achoppement sur lequel bute le monde de la presse malgache. Et ils sont encore nombreux.

Téléchargeable sur le site [www.fes-madagascar.org](http://www.fes-madagascar.org)

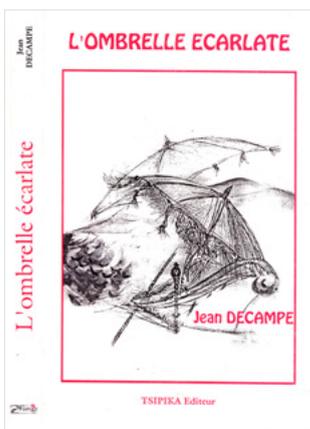


## L'ombrelle écarlate

Un chef d'œuvre à (re)découvrir. Écrite en 1992, cette docu-fiction sur la vie de Ranavalona Ière est déroutante sur tous les tableaux. Elle relate, avec minutie et passion, l'accession au trône de cette épouse de Radama I<sup>er</sup>. Qualifiée de Caligula malgache pour son penchant marqué pour l'épreuve du tanguin et pour les assassinats, Rabodonandrianampoinimerina est pourtant profondément éprise de son pays et le défendra ardemment.

À la lecture du roman, nous comprendrons les raisons de cette aversion pour les étrangers. Jean Decampe nous offre une plongée fascinante dans le Madagascar du 19<sup>e</sup> siècle. Une période sombre, où sorcelleries et manigances règnent en maître dans un pays en plein trouble. Une lecture obligatoire et passionnante.

de Jean Decampe, Éditions Tsipika  
Disponible à la librairie Tsipika



# TOPS & FLOPS

• Madagascar a été choisi comme « **pays focus** » suite à la réunion du panel de haut niveau de l'**Alliance des dirigeants africains pour la nutrition** qui s'est tenue au siège de la **Banque africaine de développement** (BAD) à **Abidjan** en Côte d'Ivoire.

• À 22 ans, **Tahina Randriarimanana** est lauréat du concours **Anzisha Prize**, prix africain récompensant les **jeunes entrepreneurs** du continent. Il a remporté **32 500 dollars**.

• Il n'y a **pas eu de couacs majeurs** durant le sommet du **Comesa** qui s'est déroulé dans la Grande île.



• Les actes de **vindictes populaires** se sont **multipliés** de manière **dramatique**. Cela trahit du **manque de confiance** accordé par la population à l'**institution judiciaire**. Le **gouvernement** s'est **dédouané** en mettant les **autorités traditionnelles** devant leurs **responsabilités**.

• Les **Forces de l'ordre** ont réprimé **violemment** les manifestants à **Soamahamania**. Une partie des **habitants** de cette petite localité des Hautes terres **rejette** ce projet d'**exploitation aurifère** par des Chinois.

• La campagne de **vaccination anti-rougeole** n'est **pas très bien accueillie** en milieu **rural**. Cette maladie entraîne chaque année près de **100 000 décès**.

## Relever le défi de l'industrialisation



L'industrialisation inclusive et durable» était le thème du dernier sommet du Comesa qui s'est tenu à Madagascar. Ceci montre une fois de plus que l'industrialisation est sortie de la tour d'ivoire des universités du continent et qu'elle est comprise comme une nécessité au plus haut niveau des dirigeants africains. Aussi positif que cela puisse paraître, on constate quand même un certain décalage entre cette volonté affichée, les beaux discours y afférents et la réalité sur le terrain. Dans une solidarité remarquable, les groupements patronaux ont publié un communiqué il y a quelques semaines dans les grands journaux du pays. Ils pointent du doigt les problèmes persistants. Il est difficile de parler d'une économie capitaliste de marché à Madagascar si les règles ne sont pas respectées. La concurrence déloyale règne là où «certains» sont plus égaux devant la loi et l'administration que d'autres. Ces «certains» semblent souvent disposer de relations politiques. Des observateurs évoquent que la politique est devenue un business à Madagascar. *A contrario*, le business se politise. L'alliance malsaine entre les pouvoirs politique et économique entrave le développement. Les critères politiques ne sont pas les mêmes que ceux du marché. Ainsi, il est compréhensible qu'un sous-investissement massif perdure à Madagascar, où tout est à refaire et à rétablir. Tout en gardant la conscience tranquille, qui pourrait conseiller aux investisseurs malgaches et étrangers d'investir des millions d'ariary aussi longtemps que ce climat persiste? Pour être honnête, il faudrait leur conseiller de chercher d'abord un soutien politique, au plus haut niveau, même cela est risqué en tenant en compte l'instabilité chronique. Il n'est donc point surprenant que l'industrialisation tarde à se réaliser. Les investissements industriels sont nécessairement de très grands placements. Certes, ils sont plus durables que d'autres mais leur rentabilité n'aura lieu qu'à

moyen et à long terme. Pour ceux qui cherchent rapidement à gagner de l'argent, l'industrie n'est pas intéressante. Ils investissent plutôt dans des affaires à court terme comme le négoce ou l'importation.

Ce n'est pas ainsi qu'un pays progresse économiquement. La visite d'un supermarché à Madagascar plaide pour l'industrialisation. En voyant que plus de 90% des produits non-agricoles sont importés, on constate un problème.

Un pays qui ne produit pas ne sera jamais riche et aura toujours une population sous le joug du chômage. Une nation qui ne produit pas ne développe pas les talents et l'ardeur de sa population. Alors, si la nécessité de l'industrialisation est comprise, il faut pousser la politique à agir. Le communiqué des groupements patronaux est louable mais insuffisant. Le ministère chargé de l'Industrie œuvre continuellement pour l'industrialisation mais il ne reste qu'un petit rouage au sein d'un gouvernement ayant plusieurs priorités et qui travaille dans le cadre d'une situation marquée par une instabilité chronique.

La politique à Madagascar discute rarement de questions politiques. Le plus souvent, les agissements politiques portent autour d'alliances ou de mésalliances, de personnalités, de postes, de remaniements... Si le pays veut réussir son industrialisation, il faut aussi qu'il sorte de cette «politique politicienne» dénuée de sens et de contenu. L'industrialisation «inclusive et durable» est une thématique trop importante pour la laisser au seul gouvernement. Il faudrait qu'elle devienne une priorité nationale qui rassemble autour d'elle une alliance large incluant les groupements patronaux, les syndicats de travailleurs, les organisations paysannes et la société civile. Pour une fois, les partis politiques devraient penser à l'avenir du pays au lieu de la prochaine élection. Ce n'est qu'en mobilisant un effort collectif sortant de l'attentisme et du «mora mora» habituels que le pays réussira son pari d'industrialisation. **P**

Marcus SCHNEIDER

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Marcus SCHNEIDER

**DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINT**  
Jean Aimé RAVELOSON

**COMITÉ DE LECTURE**  
Dominique RAKOTOMALALA  
Hanta ANDRIANASY  
Jean Aimé RAVELOSON  
Marcus SCHNEIDER

**DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR**  
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

**DIRECTEUR DE CRÉATION**  
Toky RAJAONA

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Andriamanambe RAOTO

**DIRECTEUR ARTISTIQUE**  
Nirilanto RAMANAMISATA

**DIRECTEUR ARTISTIQUE JUNIOR**  
Gino RAMIADAMAHEFA

**ATTACHÉ DE PRODUCTION**  
Anjasoa RANDRIANASOLO  
Miangaly ANDRIANALY

**ÉQUIPE PERMANENTE**  
Alain ILONIAINA  
Hilda HASINJO  
Karina ZARAZAFY

**CONTRIBUTEURS**  
Catmouse JAMES  
Elodie TROJANOWSKI  
Mandaniarivo RABEKOTO  
Masimba TAFIRENYIKA  
Mihanta RAMANANTSOA  
Randy DONNY  
Tantely RAKOTOMALALA  
Tsiory RANDRIANARIVONY

**SECRETARIAT DE RÉDACTION**  
Pela RAVALITERA

**PHOTOS**  
Alain ILONIAINA  
Felana RAJAONARIVELO  
FES  
Gino RAMIADAMAHEFA  
Mauritius Tourism Promotion Authority  
Nirilanto RAMANAMISATA  
Présidence de la République de Madagascar  
Raj HASSANALY/PNUD  
Toky RAJAONA

redaction@politikā.mg

Politikā est une publication de



# la politique, à portée de clic.



retrouvez la version 100% numérique de **politikā**,  
où vous voulez, quand vous voulez,  
sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

suivez **politikā** sur



[redaction@politika.mg](mailto:redaction@politika.mg)

**politikā**

vivons la politique. différemment.

politikā

vivons la politique. différemment.